

Université Abderrahmane Mira de Bejaia

Faculté des sciences économiques, sciences de gestion et sciences commerciales

Département des sciences économiques (LMD)

Mémoire de fin de cycle

En vue de l'obtention du diplôme de master en science économique

Option : Monnaie, banques et environnement internationale

Thème :

L'impact des programmes de relance économique sur la croissance économique en Algérie 2001-2014

Présenté par :

- BOUDRIFA IBTISSAM
- MERNACH SOURYA

Encadré par :

Dr. OUKACI KAMAL

Promotion: 2012/ 2013

Nous remercions DIEU le tout puissant, de nous avoir aidé dans les moments les plus difficiles, de nous avoir aidé à accomplir ce travail, Qu'il soit toujours dans nos cœur et tête.

Nous remercions notre encadreur Dr OUKACI KAMAL son aide, ses orientations et ses conseils constructifs.

Nous venons humblement exprimer nos remerciements à Monsieur YESRI KHIR-EDDINE et Monsieur BENGHOUBI du MINISTÈRE DES FINANCES.

Nous présentons également nos remerciements aux membres de jury qui nous font l'honneur d'évaluer et de juger notre travail.

Nous voudrions pour finir, remercier toutes les personnes qui nous ont encouragé, aidé, et soutenu de près ou de loin à élaborer ce travail.

Liste des abréviations

- **TVA** : taxe sur la valeur ajoutée
- **PNB** : Produit national brut
- **PIB** : produit intérieur brut
- **PPA** : Parité pouvoir d'achat
- **PSRE** : Le Programme de Soutien à la Relance Economique
- **PCSC** : le programme complémentaire de soutien à la croissance
- **PCCE** : le programme de consolidation de la croissance économique

SOMMAIRE :

REMERCIEMENT	I
LISTE DES ABREVIATIONS.....	II
SOMMAIRE.....	III
INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE 1 : Les théories de la croissance économique.	
Introduction.....	3
Section 1 : les théories de la croissance économique.....	3
1- Aperçu générale sur les théories de la croissance économique.....	4
2- le modèle de SOLOW.....	7
Section 2 : la croissance endogène.....	10
1- La croissance endogène.....	10
1-1- le progrès techniques.....	10
2 - concept de la croissance économique.....	11
2-1-1 facteur travail.....	12
2-1-2 facteur capital.....	12
3- Les mesures de la croissance.....	14
4- les indicateurs de la croissance.....	16
5- le modèle de Barro.....	18
5-1- présentation de modèle.....	19
5-2- les hypothèses de modèle.....	19
Conclusion.....	20
CHAPITRE 2 : dépense publique et croissance économique	
Introduction	21

Section 1 : politique budgétaire dans la pensée économique.....	21
1- La vision classique et néo-classique.....	21
2- La vision Keynésienne.....	23
3- Les instruments de la politique budgétaire	24
4- L'efficacité de la politique budgétaire	25
5- limites de la politique budgétaire et la réaction des contribuables.....	27
6- Présentation de la courbe de Laffer : « L'impôt tue l'impôt ».....	28
Section 2 : Les dépenses publiques.....	29
1-Concepts des dépenses publiques	29
2- Les ressources publiques	30
3- Solde budgétaire	32
4- La loi de finances.....	32
5- Concept infrastructure –capital public.....	32
Conclusion	33
CAPITRE 3 : Présentation des programmes de relance économique	
Introduction	34
Section 1 : présentation des différents programmes de relance.....	34
1- Le programme de Soutien à la Relance Economique « PSRE » (2001-2004).....	34
2- Le programme complémentaire de soutien à la croissance « PCSC » (2005-2009).....	36
3- Le programme de consolidation de la croissance économique « PCCE »	40
Section 2 : La politique budgétaire à l'ombre des programmes de relances économiques (2000-2014).....	52
1- Le budget de l'Etat 2000-2004.....	54
2- Le budget de l'Etat 2005-2008.....	57
Conclusion	58

CHAPITRE 4: analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

Introduction	60
1- L'évolution économique durant la relance économique 2000-2010	60
1-1 L'évolution des dépenses d'équipement (en %) 2000-2009.....	61
1-2 la production par secteurs	
2- Les dépenses d'équipements 2000-2010.....	66
3- l'interaction de l'emploi et le chômage	70
3-1 le chômage.....	70
3-2 l'emploi	71
Conclusion	74
CONCLUSION GENERALE.....	75
LISTE BIBLIOGRAPHIQUE	V
LISTES DES ILLUSTRATIONS	IV
LES ANNEXS	IV
RESUME	XII

Introduction générale

Le développement enregistré dans les domaines économique introduit par la mondialisation a poussé les économistes à introduire de nouvelles théories et méthodes pour analyser la croissance économique et ses stimulants notamment la dépense publique.

Ainsi les dépenses publiques constituent un instrument important pour atteindre les objectifs de la croissance. Toutefois, le débat sur l'efficacité des dépenses publiques en tant qu'instrument de régulation conjoncturelle a connu une ampleur considérable, tant par le nombre élevé d'analyses théoriques et d'études empiriques auxquelles il a donné lieu, que par l'importance des implications en termes de politiques économiques.

Les dépenses publiques ont longtemps été considérées comme une destruction des richesses tirées de l'impôt sur les personnes physiques¹. L'Etat n'avait que des tâches administratives, militaires et n'effectuait aucune production. Aujourd'hui, l'Etat n'a pas seulement que des activités administratives; l'exercice de ses attributions le conduit à intervenir dans le domaine de la production économique. Le poids d'un Etat dans une économie peut se mesurer par la part de ses dépenses publiques dans le Produit Intérieur Brut (PIB). Mais une utilisation efficace des dépenses publiques exige une connaissance précise de leurs répercussions économiques. L'objet des dépenses publiques est la prise en compte de la satisfaction des besoins collectifs en matière de sécurité, d'ordre, d'hygiène, d'éducation et d'équipement etc.

Elles constituent un instrument pour influencer à la fois les objectifs de croissance et de redistribution. Elles consistent le plus souvent en des investissements de long terme dans les domaines de l'éducation et des infrastructures, ainsi que des dépenses sociales à court terme dans l'éducation, la santé et la sécurité sociales. A partir de cette constatation, on peut donc considérer toute dépense de la part de l'Etat comme un investissement qui est considéré comme créateur de richesse.

Il a été pendant longtemps admis par les économistes et les politiciens dans plusieurs pays du monde que les dépenses publiques en infrastructures étaient une variable importante sur laquelle l'Etat pouvait agir pour influencer positivement les activités économiques d'un pays.

Au cours des années 1980 et 1990, notre pays a connu une crise et un dysfonctionnement dans le domaine économique et sociale, mais dès l'année 2000, l'Etat algérien a mis en place un ensemble de mesures afin d'améliorer la situation économique et sociale du pays. Ce retour

¹Pierre Di Maltat « finance publique » 1^{er} édition, paris 1999,p 425.

de l'Etat producteur et surtout investisseur est fondé sur plusieurs raisons, à savoir sa possession de moyen financier important de l'exportation des hydrocarbures.

Ces atouts lui donnent un rôle de premier plan non seulement dans l'ajustement macroéconomique mais aussi dans le développement économique du pays.

Dans une optique de renforcement des réformes afin de dynamiser et relancer l'activité économique du pays durant la période 2000-2014 ; les autorités algériennes ont décidé de mettre en œuvre des politiques économiques (Programmes de relances) axées sur l'intervention des pouvoirs publics dans l'économie à travers la politique budgétaire.

Dans ce travail on tentera d'examiner la relation entre les programmes de relance et la croissance économique. Autrement dit l'impact des programmes de relance sur la croissance et déterminé le lien causal entre les deux. En fait ce travail se propose d'apporter des réponses à l'interrogation principale suivante :

-Quel est l'impact des programmes de relance sur la croissance en Algérie ?

Pour mener à bien notre recherche, nous nous basons sur quatre principales hypothèses :

- Les dépenses publiques, sont considérées comme capital, générant des externalités positives pour les entreprises et contribue aussi à augmenter leurs offres. Elles améliorent la productivité de leurs capitaux, leurs ajout rend les rendements constants et élimine les rendements décroissants, de ce faite, la croissance économique n'est pas épuisable, comme dans le modèle de Solow, mais elle sera perpétuelle et donc les programme de relances sont génératrices de croissance économique.
- Les dépenses d'investissement, à l'instar des dépenses dans les infrastructures, les télécommunications, l'eau et l'électricité sont principalement les dépenses qui engagent la croissance, par contre les dépenses sociales (les salaires des fonctionnaires, les transferts, les retraites...etc.), nous les considérons, à la suite de Barro (1990)² comme instrument de régulation conjoncturel et n'ont pas d'impact structurel significatif.

La rédaction de notre mémoire sera structurée en quatre chapitres. Le premier chapitre consacré à un rappel théorique sur les politiques de la croissance économique.

Le second chapitre est réservé aux dépenses publiques et la croissance économique.

Dans le troisième chapitre nous présenterons le programme d'infrastructure en Algérie et dans le quatrième chapitre nous aborderons l'impact des programmes de relance sur la croissance économique.

² Eric Bosserelle « les nouvelles approches de la croissance et du cycle », édition dunod, Paris,1999.

Introduction

Depuis longtemps la croissance économique affecte tous les pays certes, mais les affecte de manière inégale. En revanche, ce qui est plus surprenant c'est qu'au sein d'un même continent, elle se manifeste de façon irrégulière dans le long terme. Pour cela le phénomène de croissance économique était le sujet de nombreuses études théoriques, et empiriques de plusieurs économistes.

Dans ce chapitre nous allons essayer de donner un aperçu général sur le concept de la croissance et les principales théories de la croissance économique l'analyse du rôle et de la place des dépenses publiques dans les différents modèles de croissance économique.

Section 1 : Les théories de la croissance économique :

La théorie de la croissance élaborée dans les années d'après guerre n'a pas établi beaucoup de proposition concernant la politique économique.

Elle n'a pas pu établir clairement le rôle des comportements d'accumulation dans la détermination de la croissance, celle-ci restant exogène à l'Etat régulier. La théorie de la croissance endogène, en expliquant la croissance par les comportements d'accumulation, redonne à la politique économique un rôle pour favoriser l'incitation à l'accumulation et pour pallier aux éventuels défauts d'incitations.

1-Aperçu général sur les théories de la croissance économique

Les théories explicatives de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique. Ces théories ont conduit à mettre en avant le rôle primordial du progrès technique, dans la croissance. Sur le long terme, seul le progrès technique est capable de rendre plus productive une économie (et donc de lui permettre de produire plus c'est-à-dire d'avoir la croissance). Toutefois, ces théories expliquent encore mal d'où provient ce progrès, et en particulier en quoi il est lié au fonctionnement de l'économie.

Depuis Adam Smith et sa richesse des nations, la croissance occupe l'esprit de nombreux économistes. De nos jours, deux analyses tendent à être privilégiées :

- La plus ancienne repose sur modèle néo-classique développé par Ramsey (1928),
- La seconde, la croissance endogène, semblerait ouvrir de nouvelles perspectives.

Traditionnellement, dans le modèle néoclassique de Solow de la fin des années 50, l'accumulation du capital n'affecte le taux de croissance que pendant la transmission vers un

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

état de croissance régulière. A long terme, la croissance n'est plus déterminée que par le rythme du progrès technique (par hypothèse exogène). Dans leur analyse des relations entre le comportement du gouvernement et la croissance, les auteurs néoclassiques purs ne considèrent que les prélèvements que fait l'Etat et concluent alors à son effet négatif sur l'investissement privé donc sur l'activité économique. Le modèle fait l'hypothèse de l'existence d'un seul type de capital (le capital physique). Or, dans la réalité, il en existe plusieurs types. Les entreprises investissent tous comme l'Etat procède à des investissements diversifiés en capital public. Elargissement de la notion du capital au capital humain, technologique et public fait d'essentiels éléments de la croissance endogène.

Ces théories trouvent leur origine dans les critiques de la théorie de Solow¹. La critique essentielle concerne le progrès technique : ce n'est pas un facteur de croissance exogène mais endogène car il est le fruit des investissements des agents. Et puisque les facteurs de croissance sont endogènes, l'Etat peut jouer un rôle dans le processus de croissance en incitant les agents à investir davantage dans le progrès technique.

Cette théorie réhabilite le rôle structurel de l'Etat par le biais de ses dépenses publiques. Depuis de nombreux travaux économétriques menés sur le lien entre la croissance et les dépenses publiques ont accompagné ces développements analytiques sans toutefois parvenir à des résultats entièrement satisfaisants. Les auteurs ayant investi le domaine du rôle productif des infrastructures publiques, par exemple, ont été confrontés à des difficultés conceptuelles, méthodologiques et techniques.

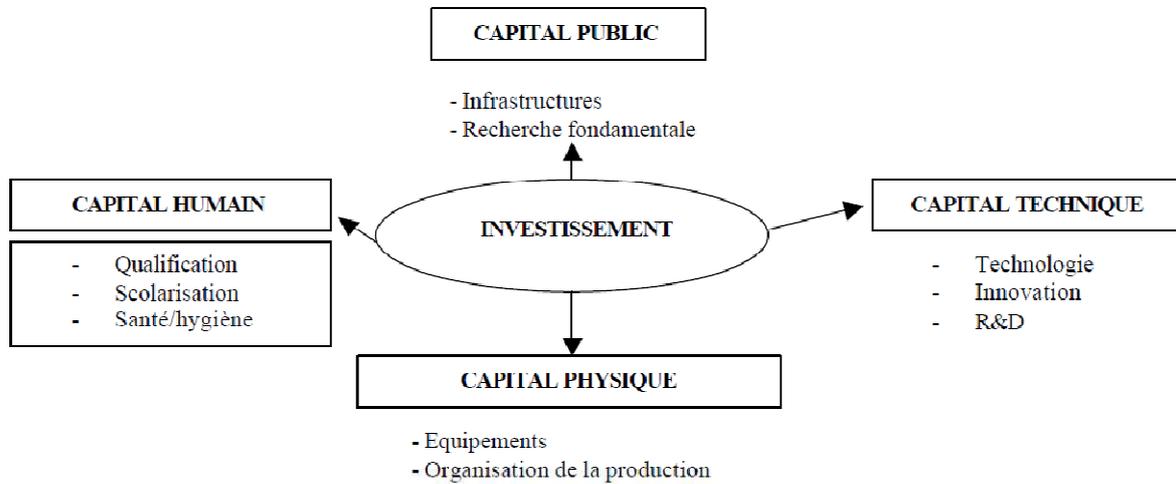
Les théories de la croissance endogène peuvent être sériées en 4 groupes :

- Les facteurs de la croissance sont l'accumulation de capital physique (Römer 1986),
- La recherche-développement (Römer 1986),
- l'accumulation de capital humain (Lucas 1988),
- les infrastructures publiques (Barro 1990).

¹ Eric Bosserelle « les nouvelles approches de la croissance et du cycle », édition dunod, Paris, 1999.

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

Pour les nouvelles théories, la croissance est un phénomène auto-entretenu par accumulation de ces quatre facteurs principaux, qui peuvent être expliqués par le schéma suivant :



Source : Eric Bosserelle « les nouvelles approches de la croissance et du cycle »

• Le capital physique

P. Romer² a renouvelé l'analyse de l'investissement comme facteur de la croissance. Il propose en 1986 un modèle qui repose sur le phénomène d'externalité entre les firmes : en investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa propre production mais également celle des autres firmes, concurrentes ou non.

En effet, l'investissement dans de nouvelles technologies est le point de départ de nouveaux apprentissages par la pratique : amélioration des équipements en place, travaux d'ingénierie (agencement des techniques existantes), augmentation de la compétence des travailleurs... Or, ce savoir ne peut être approprié par la firme qui le produit ; il se diffuse inévitablement aux autres firmes.

• La technologie

La recherche-développement, étudiée dans les travaux de P. Romer, est considérée comme une activité à rendement croissant du double fait que la connaissance est un bien «non rival » et que le cout de son appropriation est, pour chaque chercheur, minimal.

Les investissements en recherche-développement sont des pourvoyeurs d'idées qui serviront de point de départ à des innovations ultérieures. Ces idées sont des biens publics, d'accès ouvert, permettant à des firmes autres que l'innovateur initial de faire progresser la technique.

² Alain nurbel-jean-francois hoarou-ibrahim ahamada « économie politique » édition pulbook, paris 2006

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

C'est l'accumulation de ces connaissances nouvelles, issues de connaissances anciennes et de la recherche, qui fait progresser la technologie, et donc la productivité.

• Le capital humain

L'accumulation de capital humain, mise en valeur par R. Lucas en 1988 peut être volontaire (une accumulation de connaissance) ou involontaire (learning by doing). En outre, la productivité privée du capital humain a un effet externe positif car, en améliorant son niveau d'éducation et de formation, chaque individu augmente le stock de capital humain de la nation et, par là même, contribue à améliorer la productivité de l'économie nationale.

• Le capital public

Il correspond aux infrastructures de communication et de transport. Elles sont au cœur du modèle élaboré par R.J.Barro. Le capital public n'est qu'une forme de capital physique qui résulte des investissements opérés par l'Etat et les collectivités locales. Le capital public comprend donc également les investissements dans les secteurs de l'éducation et de la recherche.

En résumé, les fondements du modèle de croissance endogène restent très liés aux modèles néo-classique de croissance exogène c'est pourquoi nous allons considérer le modèle de croissance exogène du type Solow (avec progrès technique exogène) avant d'introduire les modèles de croissance endogène.

2- Le modèle de Solow :

Ce modèle est considéré comme le modèle de croissance néo-classique de référence, même si dans sa version originale il comporte des ingrédients « Keynésiens » (essentiellement la Fonction de Consommation)³.

En effet, la démarche de Solow se démarque clairement de celles qui s'inspirent de la pensée Keynes par le fait qu'elle ne s'intéresse qu'à des situations où il y a plein emploi des ressources (y compris des hommes).

Son point de départ est donc nettement différent de ceux de Harrod et de Domar qui, contrairement à lui, mettent l'accent sur le problème de la coordination des décisions (notamment d'épargner et d'investir). Alors que Harrod et Domar insistent sur la contradiction qu'il y a, en régime capitaliste, d'avoir à investir toujours plus pour maintenir le plein emploi et donc de rendre chaque fois plus difficile sa réalisation.

Solow adopte un point de vue radicalement différent : il suppose que tout le travail et les biens non consommés sont absorbés par la production, à travers une fonction de production néo-classique.

Il se propose alors de montrer qu'une économie caractérisée par une telle fonction et où il y a en permanence plein emploi des ressources converge vers un état semi-stationnaire, où toutes les variables croissent à un même taux de constant.

2-1 La logique du modèle

Le modèle de Solow est un modèle extrêmement agrégé, où une (unique) fonction de production représente les possibilités techniques de l'économie dans son ensemble (« La communauté » selon Solow [1956])⁴ ; une part constante de la production est «automatiquement » réinvestie à chaque période (la part restante étant consommée), tandis que toute l'offre de travail, qui est considérée comme donnée à priori, exogène, est utilisée dans la production (il y a donc, par hypothèse, plein emploi permanent).

Dans le modèle de Solow, il n'y a qu'un seul choix, qui porte sur le partage entre consommation et épargne. La logique du modèle est décrite par le schéma suivant, où C_t et K_t désignent, respectivement, les parts consommée et réinvestie de la production Q_t disponible en

³ Philippe Darreau ; « croissance et politique économique » édition dunod, paris 2002, p32.33

⁴ Idem p 33.34.

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

t, L_t étant l'offre de travail en t et $F(K,L)$ la fonction de production de l'ensemble de l'économie.

$$K_0 \rightarrow F(k_0, L_0) \rightarrow Q_1 \rightarrow k_1 \rightarrow F(k_1, L_1) \rightarrow Q_2 \rightarrow k_2 \dots$$

Ainsi, à chaque période, le travail est une part de la production disponible sont « injectés » dans la fonction de production, ce qui donne lieu à une nouvelle production, dont une partie est combinée dans la fonction de production avec le travail offert à la période suivante, et ainsi de suite.

Solow donne une forme précise à ces hypothèses, ce qui lui permet de ramener l'étude de son modèle à celle d'une équation différentielle d'ordre 1, dont l'inconnue est la « trajectoire » du capital par tête.

Le modèle de Solow comporte deux sources de croissance : une source « endogène », l'accumulation du capital, et une source « exogène », la quantité de travail disponible.

L'accumulation du capital est déterminée par le modèle (c'est la part non consommée de la production), mais tel n'est pas le cas pour le travail disponible (dont on dit qu'il est un facteur primaire).

Comme le problème qu'on se pose est celui de la croissance par tête, on peut supposer que la quantité de travail disponible demeure constante dans le temps, ce qui permet de voir comment la production varie du fait de la seule accumulation. Si, dans le modèle de Solow, la production tend alors à s'essouffler, et même à ne plus croître du tout, c'est essentiellement parce que :

-La fonction de production est à rendement d'échelle constants ;

-La productivité marginale du capital est décroissante et tend vers 0.

Dans ces conditions, accumuler du capital augmente la production, mais de plus en plus lentement, car le travail « ne suit pas » (on a supposé sa quantité constante).

Pour qu'il y ait croissance sur la longue période, il faut donc relâcher au moins une des hypothèses de base du modèle. Introduire d'emblée des rendements d'échelle croissants peut conduire à des trajectoires explosives mais, surtout, c'est toucher à la théorie de la répartition néo-classique telle qu'elle est formulée dans le théorème de l'épuisement du produit ; supposer que la productivité marginale est décroissante sans être jamais inférieure à un nombre strictement positif quel qu'il soit, semble difficile à justifier si le capital peut s'accroître indéfiniment.

Une façon radicale de procéder, sans toucher à ces hypothèses, consiste à lever l'obstacle qui provient d'une offre limitée de travail, en supposant que sa contribution à la production est nulle. Pour cela, on fait tendre vers 0 la part du travail dans la fonction de production, qui

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

s'écrit alors, à la limite, $F(K)$; comme on suppose qu'elle est homogène de degré 1, alors $F(\cdot)$ ne peut qu'être linéaire, c'est-à-dire telle que :

$F(K) = a \cdot K$, (on le voit, par exemple avec la fonction de Cobb-Douglas $aK^{1-\alpha}L^\alpha$ dans laquelle on fait tendre α vers 0).

La fonction $a \cdot K$, à laquelle on peut parvenir par d'autres moyens comme on le verra plus loin, joue un rôle important dans la théorie de la croissance endogène, car elle décrit un sentier où la production croît à un taux constant (au même rythme que K) si l'on retient l'hypothèse du modèle de Solow selon laquelle une part constante de la production est réinvestie à chaque période.

En effet, comme on a alors : $K' = sF(K) = saK$, il s'ensuit que $K(t) = K(0) e^{stat}$; ainsi, le capital, mais aussi le produit et la consommation, à une évolution de type exponentiel, à un taux qui dépend du taux d'épargne, contrairement à ce qui se passe dans le modèle de Solow.

En outre, une variation même légère du capital initial $K(0)$ a pour conséquence que les trajectoires associées à la même fonction de production et au même taux d'épargne s'écartent de plus en plus, puisqu'on a : $\Delta K(t) = \Delta K(0) e^{stat}$. Ainsi, dans ce modèle, des économies identiques peuvent connaître des évolutions très différentes, contrairement à ce qui se passe dans le modèle de Solow, par le seul fait qu'elles ont des points de départ différents, même s'ils sont très proches.

Ces conclusions supposent un modèle complètement fermé, ou il n'est fait appel à aucun facteur primaire, extérieur, comme le travail. On peut cependant envisager le cas où la production fait intervenir un facteur de ce type, qui se transforme pendant le processus de production, de façon à augmenter son rendement et à permettre ainsi à la croissance de s'auto-entretenir.

Cette transformation peut être une conséquence de l'accumulation du capital elle-même, apprentissage, progrès technique induit, etc. ou elle peut résulter d'un choix délibéré (par exemple, temps et ressources consacrés à la formation). Dans ce dernier cas, le choix se fait entre accumulation de capital physique et accumulation de capital humain. Il est vrai qu'alors le facteur travail perd sa spécificité, puisqu'il devient en quelque sorte le support d'un second bien-capital ; le but du modèle est donc de déterminer la répartition de l'investissement entre les deux types de bien-capital, « physique » et « humain ».

Section 2 : la croissance endogène

1- La croissance endogène :

Nouvelles théories de la croissance économique qui intègrent les facteurs explicatifs tels que les externalités, les rendements croissants, l'effort de recherche, la formation, les dépenses publiques.

Le qualificatif 'Endogène' est utilisé comme antinomie de 'Exogène'.

La conception endogène de la croissance est apparue au milieu des années 80, avec comme travaux précurseurs Römer (1986) et Lucas (1988). Globalement, ce courant postule que les facteurs de la croissance sont endogène à l'économie ; c'est-à-dire que les décisions des entrepreneurs privés et les politiques économiques de L'Etat peuvent créer de la croissance économique. La croissance est un élément endogène et non exogène comme dans la conception traditionnelle (principalement les développements de Solow). Les arguments de ce courant se fondent sur les rendements croissants et l'existence des externalités pour justifier l'intervention de l'Etat par le biais de l'investissement, l'infrastructure éducative, recherche et développement dans le capital humain...

1-1 Le Progrès technique :

En économie, le progrès technique. : Mouvement général d'amélioration des conditions de la production des biens et donc de la satisfaction des besoins grâce à la recherche et aux innovations.

Le progrès technique est considéré comme l'un des facteurs de production essentiels à la croissance et aux développements économiques. Le progrès technique sera dit neutre si la combinaison des facteurs de production demeure inchangée, ou si l'une d'entre elles, par rapport au capital ou par rapport au travail, est invariante⁵. On distinguera l'approche de Hicks, de Harrod et de Solow.

- Au sens d'HARROD :

« Le progrès technique neutre est supposé agir et n'agir que sur le facteur travail. Il est donc neutre que par rapport au capital, ce qui entraîne la constante du coefficient du capital. Affirmer que le progrès technique est neutre au sens de Harrod conduit à exiger qu'il élève la seule productivité du travail⁶ ».

⁵ HENRI-Louis Védie « Dictionnaire introductif à l'économie » Ed SEFI Canada P300

⁶ Ibid

- Au sens de HICKS :

« *Le progrès technique est neutre au sens de Hicks s'il augmente à la fois et également l'efficacité du facteur travail et celle du facteur capital. Il laisse inchangé le rapport des productivités marginales des facteurs de production. C'est-à-dire le taux marginal de substitution. Dans ces conditions, le progrès technique n'entraîne aucune modification de la combinaison productive. Puisque le progrès technique augmente la productivité des deux facteurs dans la même proportion*⁷ ».

- Au sens de SOLOW:

« *Le progrès technique neutre est défini comme neutre par rapport au facteur travail. Ses effets se font sentir alors sur le seul facteur capital. Affirmer que le progrès technique est neutre au sens de Solow conduit à exiger qu'il élève la seule productivité du capital*⁸ ».

2- Concept de la croissance économique

De façon générale, la croissance économique peut être entendue comme la variation positive de la production de biens et de services d'une économie sur une période donnée, généralement une période longue. Et l'indicateur le plus utilisé pour sa mesure, est le produit intérieur brut (PIB), mesuré en volume ou à prix constant, pour corriger les effets de l'inflation.

Pour F. Perroux « *La croissance est l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs périodes longues, d'un indicateur de dimension, pour une nation, le produit global en terme réel*⁹ ».

De cette définition il ressort que la croissance recoupe la richesse d'une nation dans l'absolu non la richesse rapportée au nombre de la population. Il s'agit de la première conception de la croissance.

Pour Bourdon et Martos : « *la croissance économique est un processus complexe autoentretenu d'évolution à long terme qui se traduit par une transformation des structures de la société. Elle est mesurée par les variations d'un indicateur de production exprimé en volume, PIB réel*¹⁰ »

⁷ Alain Beitone, Christine Dollo, Antoine Cazorla, Anne-Marie Draï, « Dictionnaire des sciences économiques ». Ed ARMAND COLIN, Paris, 2004, P110.

⁸ HENRI-Louis Védie, « Dictionnaire introductif à l'économie » Ed SEFI Canada P300

⁹ Alain Beitone, Christine Dollo, Antoine Cazorla, Anne-Marie Draï. « Dictionnaire des sciences économiques » Ed ARMAND COLIN, Paris, 2004, P110.

¹⁰ (A.SILEM et J-M.ALBERTINI, « comprendre les théories économiques » 1999, p.185).

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

Selon A Silem : « *la croissance économique est l'augmentation durable en terme réel d'un indicateur de la performance économique*¹¹ ».

Dans le même sillage et en terme plus claire :

Kuznets définit la croissance économique moderne comme « *la capacité permanente d'offrir, à une population une quantité accrue de biens et services par habitants*¹² ».

En résumé, nous pouvons entendre par croissance économique, l'augmentation continue du PIB réel/tête pendant une période longue.

2-1-Les facteurs de la croissance économique :

2-1-1-le facteur travail :

Il correspond aux moyens humains mis en œuvre dans la production. Le travail doit être adapté à la demande en quantité et en qualité. On peut donc analyser de manière qualitative.

Le travail humain constitue le premier facteur de la croissance économique. Cependant la qualité du travail importe aujourd'hui beaucoup plus que sa quantité. Cela peut s'expliquer parce que la formation entraîne une amélioration de la productivité personnelle, source d'initiatives et d'innovations. Et comme peut aussi s'expliquer par le fait que des machines complexes ne peuvent être contrôlées que par des personnes qualifiées.

2-1-2- le facteur capital :

Comme le facteur travail, le facteur capital peut croître en quantité et en qualité. En ce qui concerne la quantité, il s'agit de la multiplication des machines qui facilitent le travail de l'homme ou s'y substituent. Conçue pour épargner la peine de l'homme, la machine est accusée d'engendrer le chômage. L'amélioration de la qualité du capital et le résultat du progrès technique appliqué aux processus de production. Elle signifie qu'un capital installé plus récemment a une efficacité productive plus grande qu'un capital de même valeur installé antérieurement.

1- le capital :

Il se décompose en capital-argent et en capital technique :

Le capital argent correspond aux moyens financiers permettant d'acquérir les moyens de productions, et le capital technique correspond à l'ensemble des moyens de productions (bâtiments, équipements, matériels....).On distingue :

¹¹ (A.SILEM et J-M.ALBERTINI, « comprendre les théories économiques » 1999, p.185).

¹² Idem P300.

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

- Le capital technique fixe est la partie du capital dont la durée de vie s'étend sur plusieurs cycles de production (machines, bâtiment, ...).
- le capital technique circulant c'est-à-dire la partie du capital qui disparaît dans un seul cycle de production (matières premières ...)

2- l'investissement :

C'est une immobilisation de fonds dont l'entreprise espère à terme une rentabilité par des revenus futurs d'un montant supérieure au montant de l'investissement.

Au cours de la vie de l'entreprise, différents types d'investissement se différencient par leur objectif :

- **Investissement de capacité** qui a pour but d'accroître la capacité de production de l'entreprise.

- **Investissement de compétitivité ou de production** qui permet à l'entreprise de devenir être plus efficace, produire moins cher de meilleure qualité, dans les meilleur conditions...

- **Investissement de renouvellement** qui consiste à remplacer un bien de production ancien.

Historiquement, on constate qu'à une hausse du taux d'investissement correspond à une hausse du taux de croissance économique et de même à un ralentissement du taux de croissance correspond une diminution du taux d'investissement.

3- La productivité :

La productivité est un indicateur d'efficacité de la combinaison productive. Tout calcul de productivité met en rapport le volume de production réalisé avec une quantité de facteurs de production utilisée¹³.

Les déterminants de la productivité sont essentiellement au nombre de trois :

- **Le capital physique** : plus les structures et les équipements de production sont développés, plus les travailleurs produisent ;

- **Le capital humain** : plus les travailleurs sont formés, plus ils produisent ;

- **La compétence technologique** : plus les technologies auxquelles les travailleurs ont accès sont développées, plus ils produisent.

4- La technologie:

La technologie est considérée comme l'un des facteurs essentiels des nouvelles théories¹⁴ de la croissance et aux développements économiques.

¹³ Daniel Labaronne ; « Macroeconomique 3. Croissance cycles et fluctuation » édition du seuil Paris, Avril 1999,P40

¹⁴ Bernard Bernier-Yves Simon « Initiation à la macroéconomie » ,9^{ème} édition, Dunod, Paris, 2007,P36.

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

La technologie et l'accumulation de connaissance technologique est une démarche volontaire qui résulte d'une activité spécifique: la recherche-développement. (R&D) ; tel que les dépenses en R&D permettant d'inventer de nouveaux biens d'équipement, de nouveaux facteurs de production, plus productifs que les anciens

3- Les Mesures de la croissance

La croissance économique est généralement mesurée par : Le taux de croissance, le produit national brut(PNB), le produit intérieur brut(PIB) et la parité de pouvoir d'achat(PPA) ;

3-1-Taux de croissance:

Est un indicateur exprimé en pourcentage permet de mesurer les variations d'une grandeur dans le temps.

Autrement, le taux de croissance est le pourcentage de variation de la production de biens et services d'une année à l'autre. Ce taux de croissance économique permet de faire la comparaison entre le bien être économique national et international ainsi que de faire des prévisions sur l'évolution du cycle économique.

Le taux de croissance se calcule comme suit:

(Valeur de la variable de 2eme année - valeur de la variable de la 1ere année)*100

Valeur de la variable de la 1ère année

3-2-Produit national brut: (PNB)

Le PNB est un agrégat employé par certaines organisations internationales à des fins de comparaison entre les pays. Il diffère du PIB par la prise en compte des revenus reçus ; ou versés, du reste du monde.

Or, c'est une valeur marchande des biens et services finals nouvellement produits pendant un an par l'ensemble des agents économiques opérant dans le cadre national et à l'étranger. Il est la somme des valeurs ajoutées produites par les entreprises nationales d'un état, quelque soit Le lieu de leurs résidences; Donc:

$PNB = PIB + \text{revenu des facteurs versé par reste du monde} - \text{revenu de facteur versé à l'étranger}.$

3-3-produit intérieur brut: (PIB)

Le produit intérieur brut PIB peut être défini comme un agrégat représentant les résultats finals de la production annuelle des unités productrices résidentes d'une économie ;

3-3-1-La mesure du PIB :

Le PIB peut être mesuré par trois optiques :

* **Optique de production:** PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes de différentes branches d'activité en augmentant des droits de douane et de la TVA.

* **Optique dépenses:** PIB égal a la somme des emplois finals intérieurs de bien et de services (consommation finale effective ; variation du stock) plus les exportations moins les importations. C'est à dire que:

$PIB = cf + v s + \text{les exportations (X)} - \text{les importations (M)}$.

Sachant que : **cf** : représente la consommation finale effective.

Vs : est la variation du stock.

* **Optique revenus:** PIB est la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnelle: rémunération des salariés; impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédants bruts d'exploitation et les revenus mixtes. Ainsi:

$PIB = RS + T + EBE + RM$

On a : **RS** : rémunération des salariés

T : taux d'imposition

EBE : excédent brute d'exploitation

RM : revenus mixtes.

3-4-Parité pouvoir d'achat (PPA):

La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même bien ou service. Ce taux de conversion peut être différent du "taux

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

de change". En effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur¹⁵. La théorie du pouvoir d'achat ¹⁶explique les variations de taux de change entre deux monnaies par l'évolution relative des taux d'inflation de deux pays concernés. Cette théorie présente deux concepts :

- 1- Valeur d'une monnaie se trouve fondamentalement déterminée par la quantité de bien et de service qu'elle permet d'acquérir. Son pouvoir d'achat interne diminue lorsque le niveau général des prix augmente.
- 2- La loi du prix unique montre qu'à l'échelle internationale et grâce au jeu de la concurrence, un bien est au même prix dans tous les pays.

La théorie de (PPA) indique alors deux résultats¹⁷:

- 1- Le taux de change entre deux monnaies correspond à la parité des pouvoirs d'achat de ces monnaies.
- 2- La variation du taux de change entre deux monnaies reflète la variation des prix dans les deux zones.

4- Les indicateurs de la croissance :

La croissance économique est un phénomène que l'on peut appréhender à l'aide d'un certain nombre d'indicateurs statistique¹⁸qui sont : indicateurs de dimension, indicateurs de structure et de progrès technique.

4-1-Les indicateurs de dimension:

On utilise les chiffres de production de certains biens et services pour rendre compte du changement de dimension d'une économie. Cependant il est préférable d'utiliser les agrégats permettant de mesure l'évolution de l'ensemble des productions: produit intérieur brut (PIB), Produit national brut(PNB).

L'augmentation du(PIB) en valeur est résulte d'un effet quantitatif et d'un effet prix. Le premier effet est l'accroissement du(PIB) en volume et le deuxième effet est l'accroissement du niveau général des prix. On considère l'augmentation du (PIB) en volume comme un

¹⁵Dictionnaire de définition de l'INSEE ;([http :www.insee.fr /fr/ nomnom-déf/net/définition / hotml/accail.htm](http://www.insee.fr/fr/nomnom-déf/net/définition/hotml/accail.htm))

¹⁶YAICI ;«précis de finance internationale ».Edition ENAG ;P108.

¹⁷Jean-Yues Capul ;« l'économie et les sciences sociales »,Hatier ;Pari,2004,P212

¹⁸Jean-Louis Rivau.Michel Bilales-Rmi Lenrion »L'essentiel sur l'économie » 4eme édition, Foucher,Paris,2006.

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

indicateur de la croissance économique d'une année sur l'autre, aussi peut-elle masquer une stagnation, pour voire le recul de la production en période d'inflation.

Le taux de croissance se définit comme la variation relative du PIB en volume d'une année sur l'autre.

Alors le taux de croissance égal à : $(\frac{Y_t - Y_{t-1}}{Y_{t-1}}) * 100\%$

Tel que : t : période de l'année courante

t-1 : période de l'année précédente

Dans la période « t-1 » : le PIB en volume est « Y_{t-1} »

Dans la période « t » : le PIB en volume est « Y_t ».

4-2-Les indicateurs de structure

La croissance économique s'accompagne d'une modification des structures économiques, c'est-à-dire elle s'accompagne d'une nouvelle répartition des activités: par secteur, par région.

L'évolution de la structure économique est analysée grâce au calcul : de la production des différents secteurs et des PIB régionaux. Ainsi; même un taux de croissance du PIB en volume peut très bien être accompagné de la baisse de certaines productions et du déclin économique de certaines régions.

4-3-Les indicateurs de progrès économiques: ces indicateurs peuvent être représentés par indicateurs de productivité et ceux de développement humain :

❖ Un indicateur économique essentiel: La productivité

Pour apprécier le niveau de vie d'un pays, on rapporte le PIB à la population totale, on obtient ainsi le produit par tête ou encore revenu moyen par habitant.

La performance d'une économie est mieux saisie en rapportant le PIB à la population active occupée: on obtient la productivité moyenne du travail. Donc la productivité du travail pour l'ensemble de l'économie est le rapport du (PIB) à la population active occupée

❖ L'indicateur de développement humain :(IDH).

Le programme des Nations Unies pour le développement calcule l'indicateur de développement humain depuis 1990; parce que l'augmentation du PIB par tête n'est

pas toujours synonyme de progrès et elle peut s'accompagner d'une dégradation des conditions de vie, des équipements collectifs et une aggravation des inégalités et de l'exclusion.

Cet indicateur pour le développement humain (IDH) prend en Compte trois séries de facteurs:

- Le niveau de santé.
- Le niveau de l'éducation.
- Le revenu moyen corrigé.

5-Modèle de Barro :

Le premier modèle de croissance endogène faisant du capital public le moteur de la croissance est développé par BARRO (1990), par la suite le modèle a connu plusieurs applications et plusieurs développements. Barro¹⁹, dans son modèle de base, part du principe que des dépenses visant à créer des infrastructures telles qu'une autoroute, une ligne de chemin de fer ou encore un réseau de télécommunication rendent plus efficace l'activité productive des entreprises privées. En plus de l'impact positif sur la productivité du capital privé, les dépenses d'investissement représentent une externalité, cette dernière désigne une situation dans laquelle un agent économique influe, sans que cela soit le but de l'agent, sur la situation d'autres agents, alors même qu'ils n'en sont pas partie prenante. En définitive, les entreprises privées utilisent donc deux types de facteurs pour produire :

Le capital privé et le capital public

- **Le capital privé** a des propriétés usuelles : il connaît des rendements décroissants, comme présenté dans le modèle de Solow(1956). Ces rendements décroissants du seul facteur accumulé vont entraîner un arrêt de la croissance.

-**Le capital public** est en fait une dépense financée par l'Etat. Les dépenses sont intégralement financées par l'impôt, que l'on suppose proportionnel au revenu.

Selon Barro la dépense publique a deux effets opposés, d'une part le capital public rend le capital privé plus productif et évite que sa productivité marginale s'annule progressivement quand le revenu augmente. D'autre part, l'impôt nécessaire au financement de la dépense a un effet dépressif sur cette productivité, puisqu'il réduit son rendement privé en ôtant aux entreprises une part du revenu tiré de leur activité.

¹⁹ Eric Bosserelle « les nouvelles approches de la croissance et du cycle », Edition Dunod, Paris, 1999,p83.

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

1) L'utilisation de capital public ici ne suppose pas une substituabilité avec le capital privé mais simplement le fait pour l'entreprise de l'exploiter.

Dans ce modèle, une croissance endogène apparaît. Les dépenses publiques permettent la croissance de revenu. La croissance du revenu permet l'accroissement de la base fiscale.

Celle-ci induit une croissance des dépenses publiques qui à leur tour rendent possible l'accumulation du capital. Sur le sentier de croissance d'état régulier, le rapport de la dépense publique au revenu reste constant égal au taux d'imposition.

En résumé, les dépenses publiques d'infrastructure exercent un double effet sur l'activité, un effet de court terme, sur la demande qui se traduit par l'effet multiplicateur (que nous avons vu précédemment) et un effet sur l'offre effet, de long terme, sur la croissance économique qui se traduit par une amélioration des rendements de capital.

5-1 Présentation de modèle de Barro :

La spécificité du modèle de Barro (1990) consiste donc à faire apparaître les dépenses publiques d'investissement dans le processus de production, et par conséquent à mettre en évidence un lien explicite entre la politique gouvernementale et la croissance économique de long terme dans un cadre de croissance endogène.

Barro est présenté sa fonction de production sous forme d'une équation Cobb-Douglas² définie par :

$$Y = ALK^{1-\alpha} K^{\alpha} G^{\beta}$$

Les termes L et K désignent respectivement le niveau de l'emploi et le stock de capital privé à la date t . Les paramètres « α » et « β » correspondent respectivement aux élasticités de la production par rapport au stock de capital privé et public.

Les dépenses publiques sont financées par un impôt proportionnel à la production à taux constant :

$$G = \mu Y \text{ avec } \mu : \text{taux d'imposition}$$

5-2 Les hypothèses de modèle de Barro :

En plus des hypothèses néoclassiques que ce modèle satisfait, comme il se fonde sur les travaux de Solow et Swan (1956), Barro développe les hypothèses supplémentaires suivantes :

Hypothèse 1 : on suppose que la fonction de production comporte deux inputs :

Le capital et les dépenses publiques productives.

$$Y[t] = AK[t]^{1-\alpha} g[t]^{\alpha}$$

Chapitre I : Théorie et politique de la croissance économique

Hypothèse 2 : l'état taxe le revenu de l'économie à un taux tel que les dépenses publiques sont déterminées par :

$$G[t] = \mu \cdot [y]$$

Hypothèse 3 : pour simplifier on suppose que le taux de croissance de la population est nul.

Hypothèse 4 : l'agent représentatif cherche à maximiser une fonction de consommation intertemporelle de la forme :

$$U = \int_0^{\infty} e^{-\rho t} dt$$

Si l'on considère qu'une part du revenu est captée par l'Etat alors l'agent représentatif ne dispose que d'une part $(1-\mu)$ pour pouvoir investir et consommer.

Ainsi l'équation dynamique de l'accumulation de capital est donnée par :

$$Dk[t] = (1-\mu) y[t] - c[t]$$

L'investissement par tête est donc la part du revenu net d'impôt non affecté à la Consommation.

Comme chez Laffer, l'analyse de Barro montre que l'impôt tue l'impôt, c'est-à-dire que plus le taux d'imposition augmente, moins serait l'épargne de l'agent représentatif et ainsi son épargne sera réduite et par conséquent son investissement va baisser et en fin de compte la base d'imposition sera réduite en entraînant une réduction des recettes de l'Etat.

Conclusion :

Aujourd'hui la théorie de la croissance endogène et le modèle de BARRO en particulier se situent dans l'affiliation de l'analyse néoclassique.

D'après l'étude de ses deux modèles, la demande de Solow se démarque de celle qui s'inspirent de la pensée Keyens qui s'intéresse à la situation de plein emploi des ressources ; en effet son point de départ reste différente de ceux de Harrod et Hicks qui, contrairement à lui ; mettent l'accent sur le problème de la coordination des décisions, vue que Harrod et Hicks insistent sur la contradiction qu'il ya en régime capitaliste à investir pour maintenir le plein emploi.

Introduction:

Les dépenses publiques sont traditionnellement considérées comme un facteur de stimulation de la croissance économique. En effet, conformément à la logique keynésienne, les dépenses publiques peuvent exercer une influence contra-cyclique significative sur les variables fondamentales des économies, notamment sur la consommation et l'investissement.

Dans ce chapitre, nous allons définir les concepts de dépenses publique, d'infrastructure-capital publique et infrastructure-croissance après nous traiterons les dépenses publiques, leurs classifications et les déterminants du volume de celles-ci. Nous finirons ce chapitre par présenter les dépenses publiques dans les courants de la pensée économique.

Section 1 : politique budgétaire dans la pensée économique

La politique budgétaire est l'ensemble des mesures prises par les pouvoirs publics, relatives aux recettes et aux dépenses de l'Etat (le budget) ; visant à atteindre certains équilibres et objectifs macroéconomiques et pour la régulation du rythme de l'activité économique.

Elle constitue, l'un des principaux leviers de la politique économique de l'Etat. Elle consiste à utiliser certains instruments budgétaires (dépenses publiques, endettement public, prélèvements fiscaux) pour influencer sur la conjoncture économique.

Pour les classiques et cela jusqu'à la crise des années 1930, la gestion des finances publiques se résumait au financement des services publics. Ainsi, le volume des dépenses de l'Etat n'était pas considéré comme un élément susceptible d'influencer le niveau d'activité économique. La résolution de la crise de surproduction de 1929 par Keynes, grâce à des dépenses publiques expansionnistes à resituer l'impact de la politique budgétaire sur le niveau de l'activité.

1- La vision classique et néo-classique :

Pour les classiques l'Etat doit tous le temps équilibrer son budget, quelque soit la conjoncture. La règle en est que le gouvernement doit diminuer ses dépenses en période de baisse de l'activité ; parce que ses recettes fiscales diminuent, nécessairement, à ce moment là.

En période d'expansion, lorsque ses recettes sont élevées et croissantes, il doit accroître ses dépenses dans les services élémentaires.

Toujours dans la conception classique, Le rôle de l'Etat est limité au minimum car toute intervention de sa part dans la sphère économique est inefficace voir préjudiciable. La

Chapitre II : dépenses publiques et croissance économique

régulation de l'activité économique doit être laissée aux mécanismes spontanés du marché, (le principe de la main invisible).

Les néo-classique, qui se situent en prolongement de la théorie classique, cordonne également la relance par la politique budgétaire. Pour les monétaristes, elle est peu efficace, pour les partisans de l'école de l'offre, elle est totalement inefficace et pour les tenants des cycles d'affaires réels elle même est dangereuse. Leur argumentaire est essentiellement centré sur l'accumulation de la dette publique suite à des emprunts pour financer des dépenses expansionnistes, volet non développé par les Keynésiens. Il s'agit de l'effet d'éviction et de la rigidité de l'offre.

Lorsque l'Etat a recours à l'emprunt pour financer les dépenses, il pousse à la hausse le taux d'intérêt, ce qui provoquera une éviction de la demande privée, ainsi la demande globale ne va pas augmenter, mais seulement sa structure qui sera modifiée. La demande publique va remplacer la demande privée. A terme le taux d'imposition augmentera pour rembourser l'emprunt, et qu'en prévision de ces impôts futurs ils réduisent leur consommation (ils font leur la contrainte budgétaire inter-temporelle de l'Etat). L'efficacité de la relance est donc contrecarrée par les anticipations des agents.

Dans ces conditions, que faire ? Promouvoir l'équilibre budgétaire sur l'ensemble du cycle afin de ne pas peser sur l'épargne nationale, faire attention en amont à l'origine des fonds (neutralité fiscale) et en aval à l'utilité sociale des investissements publics. Cette opposition n'est plus pertinente, ils marquent une préférence de plus en plus grande à la politique monétaire plutôt qu'à la politique budgétaire comme instrument de stabilisation à court terme. Cet effet d'éviction par "le taux d'intérêt" est accentué par une éviction due à l'augmentation des prix. En effet, pour les tenants de l'école de l'offre, l'offre est rigide, dans le sens où les producteurs n'accepteraient d'augmenter d'une petite quantité leur production que pour une augmentation conséquente des prix.

Ainsi, (dans le modèle offre agrégée/ demande agrégée) la courbe d'offre est verticale, une demande supplémentaire de l'Etat ne fera qu'augmenter les prix des biens et services (l'ajustement entre l'offre et la demande se fera par les prix et non par les quantités), ce qui diminuera la demande privée.

Cet argument est que l'augmentation du stock de la dette publique provoquera une diminution de la consommation présente et donc un ralentissement de l'activité, c'est ce qui est appelé « équivalence ricardienne ». Ce postulat prédit qu'une augmentation des dépenses publiques supplémentaires pour relancer l'activité économique ne sert à rien. En effet, si l'Etat augmente ses dépenses, le secteur privé va anticiper une augmentation des impôts futurs et

des taux d'intérêts. Logiquement, les décideurs privés vont alors réduire leurs projets : Les dépenses publiques augmentent, mais les dépenses privées diminuent.

La dépense globale du pays n'augmente donc pas et il n'y a pas d'effet sur la croissance économique. En définitive, le budget doit simplement refléter la situation économique sans chercher à la modifier. L'équilibre budgétaire doit être respecté. En résumé, pour les libéraux, l'action de l'Etat doit se limiter à garantir le bon fonctionnement du marché, il doit en conséquence se limiter à assurer ses fonctions régaliennes (l'Etat gendarme).

2-La vision Keynésienne :

Les Keynésiens ne pensent pas que l'économie soit capable de se réguler toute seule à court terme. Ils ne proposent donc que le budget qui sert d'instrument prioritaire pour retrouver la croissance économique et la régulation des déséquilibres économiques qui peuvent apparaître. Pour cette conception l'important est l'équilibre macroéconomique et non l'équilibre budgétaire tel que prôné par les classiques, l'équilibre budgétaire se rétablira grâce aux stabilisateurs automatiques¹. On remarquera que ce déficit budgétaire n'est que temporaire.

Keynes lui-même recommande la politique budgétaire en période de récession et cela pour minimiser les effets négatifs de la baisse des prix et de la production sur l'emploi.

Les effets de la politique budgétaires sont transmis à l'ensemble de l'économie grâce à l'effet multiplicateur. Ce dernier est un mécanisme traduisant le fait que l'augmentation d'un investissement initial, entraîne un accroissement plus que proportionnel du revenu national.

Cela signifie qu'un supplément d'investissement au cours d'une période accroît la demande en direction des entreprises produisant des biens d'équipement. La production de ces firmes s'accroît, leur masse salariale augmente du fait des embauches nouvelles, et leurs profits s'accroissent. Une partie de ces revenus est dépensée dans l'achat de biens de consommation.

Ces dépenses augmentent l'activité des entreprises fabricant des biens de consommation, d'où un accroissement de leur masse salariale et de leurs profits qui alimente un nouveau flux de dépenses, de consommation et de production. Enfin, ce type de maniement de la politique budgétaire implique un déficit qui selon lui sera remboursé par l'expansion économique.

Pour la nouvelle théorie anti keynésienne des finances publiques, la politique budgétaire de stabilisation n'a aucun effet favorable sur l'activité. D'une part, Les gouvernements utiliseraient la politique budgétaire à mauvais escient, à des fins électoralistes et non à des fins

¹ Francois Ecalle « Maitriser les finances publique » Ed ECONOMICA , Paris 2005,P5

Chapitre II : dépenses publiques et croissance économique

de régulation ; les déficits publics seraient généralement trop élevés, conduisant à une trop forte accumulation de dette publique.

D'autre part, les déficits publics seraient nuisibles en induisant une hausse des taux d'intérêt, en provoquant une baisse de la demande privées (puisque les agents anticipent les impôts qu'ils devront payer demain) et une baisse de l'offre (en raison de l'anticipation des effets néfastes des impôts futurs). En guise de synthèse à ses différentes conceptions, l'on peut dire qu'il y a consensus sur un volet de la politique budgétaire, c'est celui de la baisse des impôts qui peut stimuler l'activité économique, par contre l'opposition réside dans l'impact des dépenses expansionnistes.

Cela peut produire des effets Keynésiens (multiplicateur) sur le revenu, où pas d'effet où bien des effets contraires, baissent le revenu national « effets anti-Keynésiens ».

En résumé, il nous semble que l'efficacité des dépenses supplémentaires dépend essentiellement de la structure productives du pays, autrement dit, si le pays a une base productive importante et diversifiée, à des moments de baisse conjoncture, l'Etat peu maintenir le niveau en compensant la baisse de la demande privée. En revanche dans un pays non diversifiée et l'offre est importée, la dépense publique supplémentaire ne va qu'accentuer les importations sous relance économique à long terme, les effets seront en termes durant la phase de dépenses expansionnistes.

3-Les instruments de la politique budgétaire :

La gamme des instruments de politique budgétaire est très large car le budget de l'Etat regroupe une multitude de dépenses et de ressources telles qu'il est mentionné dans ce qui suit² :

² Alain Nurbel-Jean-François Hoarau-Ibrahim Ahamada « Economie politique », Edition Publibook, Paris, 2006, P205

Tableau 01 : Classification des ressources et des dépenses

Ressources	Dépenses	
-Impôt direct	<i>Par fonction</i>	<i>Par nature</i>
-Impôt indirect. Recettes des activités marchandes	-Education -Santé -Défense nationale -Transport et télécommunication	-Rémunération des fonctionnaires -Subventions et aides -Investissement -Les intérêts de la dette publique.

Source : Alain Nurbel Francois ,Hoarau-ibrahim ahamada « économie politique ».

L'Etat avec les dépenses peut stimuler la demande en augmentant des ressources monétaires des agents économiques. Ainsi ; l'Etat peut agir d'abord sur la rémunération des fonctionnaires ; où il embauche des nouveaux fonctionnaires, donc favorise l'emploi et la consommation des ménages.

L'aide aux entreprises constitue une seconde étape de dépenses qui a pour objectif de favoriser l'activité

La réduction de l'impôt augmente le revenu disponible des ménages et stimule aussi la demande effective³ (concept Keynésien où la demande effective égale à la somme des demandes de biens de consommation et d'investissement dans un pays, prévu par les entrepreneurs dans une période donnée, cette demande aura des répercussions sur le niveau de l'emploi dans un pays) ; par contre dans le concept de certains économistes non Keynésiens, ce terme a le sens d'une demande effectuée, réalisée notamment ceux qui ont développé la théorie du déséquilibre.

4-L'efficacité de la politique budgétaire

En plus de des effets sur le PIB et emploi, la politique budgétaire agit également sur le taux d'intérêt comme le montre la figure 1 suivant ; Raisonons à partir d'un modèle IS/LM.

³Dictionnaire de l'économie contemporaine et des principaux fait politique et sociaux page 205

Chapitre II : dépenses publiques et croissance économique

A l'équilibre initial, en E_0 , Le PIB et le taux d'intérêt sont Y_0 et i_0 . Un certain taux de chômage est associé à Y_0 .

Une politique budgétaire de relance déplace la droite IS_0 à IS_1 , quand cette politique a épuisé tous ses effets. L'économie trouve un nouvel équilibre en E_1 .

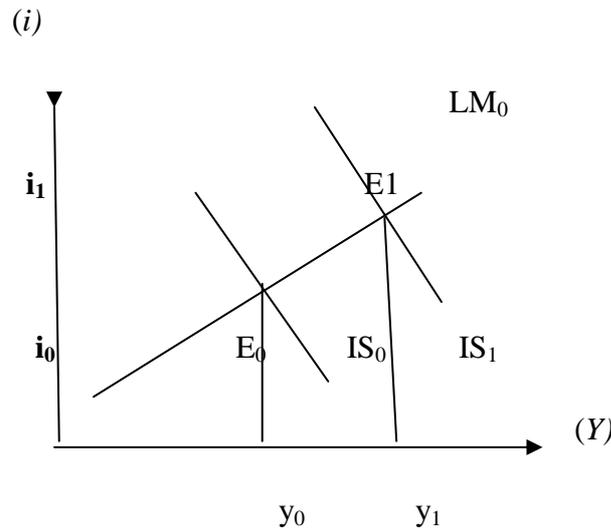
Le PIB s'est accru pour atteindre Y_1 donc y aura une baisse de chômage et le taux d'intérêt passe de i_0 à i_1 . Cette augmentation est due à un déséquilibre apparu sur le marché de la m

La hausse du revenu national passant de Y_0 à Y_1 implique un effet de demande supplémentaire de monnaie avec le motif de transaction.

Si l'offre de monnaie reste constante, alors LM_0 ne déplace pas, donc le taux d'intérêt s'accroît nécessairement.

La vue optimiste (celle des Keynésiens) relative aux effets positifs de la politique budgétaire sur le PIB et l'emploi, est combattue par les monétaristes et les néoclassique, qui affirment qu'une politique budgétaire non accompagnée d'une politique monétaire expansionniste, se traduit par un effet d'éviction

Figure n°01 : L'efficacité de la politique budgétaire (selon Keynes)



source : Angres-Benassy-Querie-Benoît-Coure-Jacquet-Jean-Pesani-Ferry, « Politique économique », 1^{er} ed 2004.

5-Les limites de la politique budgétaire et la réaction des contribuables

Les individus ne restent pas passifs face aux modifications de la fiscalité selon l'économie de l'offre et la courbe de Laffer, ces réactions vont remettre en cause l'effet positif des financements publics⁴.

Une augmentation des prélèvements fiscaux peut entraîner une double réaction de la part des offreurs de travail ; soit travailler plus afin de maintenir leurs revenus disponibles après impôts (effet de revenu), soit travailler moins et augmenter leurs temps de loisirs en considérant que l'intérêt de travail diminue à la marge lorsque l'Etat accroît son prélèvement (effet de substitution de loisir au travail), contrairement à la théorie

L'augmentation de l'impôt fini pour décourager l'offre de travail ; elle a des effets « des incitatifs ». De même ; l'impôt influence les formes d'activité, décourage les activités marchandes fiscalisées, et encourageant les activités domestiques et le travail noir, qui échappent à l'impôt, Ainsi s'expliquerait l'expansion de l'économie souterraine, si développée dans les pays où l'emprise étatique est très importante.

L'aggravation de la fiscalité affecte également les comportements d'épargne si le revenu après impôt diminue, donc l'épargne se réduit et sa réaction est plus que proportionnelle dans les tranches du revenu enlevées, cela entraîne une réaction défavorable sur le volume de l'investissement privé, l'activité économique générale, et, finalement, le rendement de l'impôt.

A partir de là, Laffer⁵(de l'école libérale) montre que ; lorsque les taux des impôts est élevé, le montant total des recettes fiscales commence d'abord par croître ; mais que à partir d'un certain seuil critique (T^* sur la figure), il finit par se contracter par suite des effets défavorables exercés sur le travail et l'épargne et du développement du travail noir et de l'économie souterraine. C'est la raison pour laquelle la théorie de l'offre préconise la réduction des impôts et, par voie de conséquence, des dépenses et des financements publics. Une question se pose cependant : Comment un gouvernement peut-il laisser l'activité

⁴ Jean-Dominique Lafay et Jacques Lecaillon « L'économie mixte, 1^{ère} édition Dépôt Légal, Paris 1992, P119
Keynésienne qui considérait les effets de substitutions comme négligeable, les économistes de l'offre font l'hypothèse inverse,

⁵ Jean-François Hoarau-Ibrahim Ahamada « Economie politique », Edition Publibook, 2004, P55.

Chapitre II : dépenses publiques et croissance économique

économique se détériore sous l'effet d'un excès de prélèvement au point de rendre profitable les allègements fiscaux ?

Si le gouvernement maximise les recettes publiques ; il doit sélectionner le taux d'imposition qui procure les plus fortes rentrées fiscales, celui qui correspond au seuil au-delà duquel les effets pervers de la fiscalité provoquent une réduction significative de la matière imposable (Auquel où l'économie opère au point le plus haut de la courbe de Laffer ; point M sur le graphique).

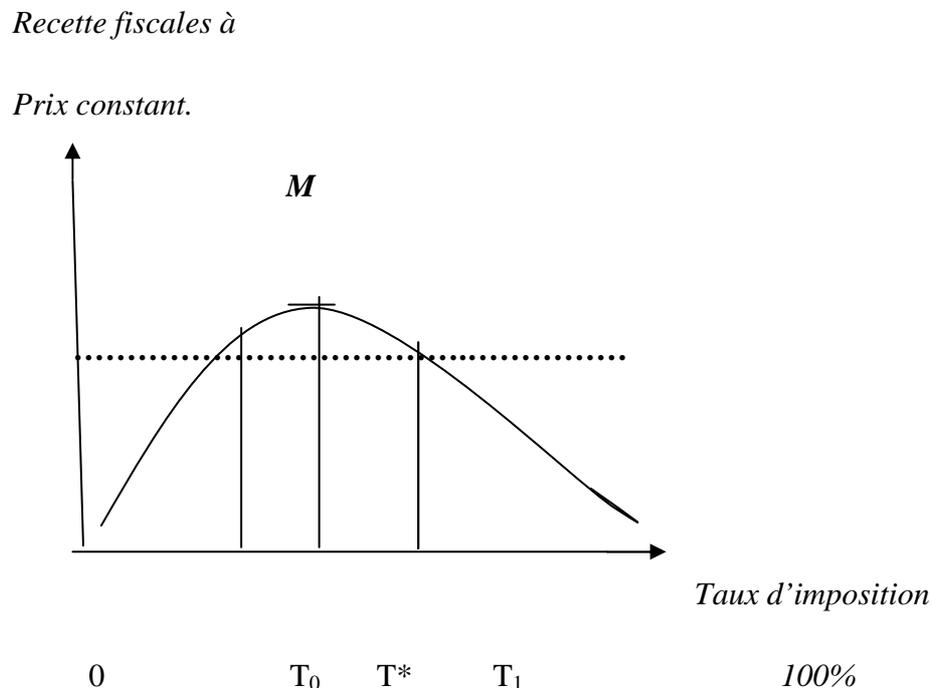
Pour répondre à cette question on repose sur la distinction entre le court et le long terme, des adaptations interviennent, qui font réduire la matière imposable.

Pour les économistes de l'offre, la hausse de la pression fiscale décourage l'investissement privé puis réduction des recettes fiscales, pour le courant Keynésien, c'est plutôt la consommation qui diminue à travers la baisse des revenus disponibles.

L'extension de l'intervention publique portera préjudice à la croissance.

6 -Présentation de la courbe de Laffer : « L'impôt tue l'impôt ».

Figure n°02: Courbe de Laffer .



Source : Angres Benassy- Querie-Benoit-Coure-Jacquet-Jean Pesani-Ferry, « Politique économique », 1^{er} ed 2004.

Section 2 : les dépenses publiques

1- Concepts de dépenses publiques :

Dans de nombreux pays en voie de développement comme l'Algérie, les dépenses publiques représentent une part importante dans le budget de l'Etat du fait du rôle joué par les pouvoirs publics pour satisfaire la demande des consommateurs.

Les dépenses publiques correspondent aux dépenses effectuées par l'Etat, par les collectivités territoriales (communes, départements et régions) et par les organismes de sécurité sociale.

Elles englobent :

Les dépenses de fonctionnement qui assurent la couverture des charges ordinaires nécessaires au fonctionnement des services publics.

Les dépenses d'équipement se sont des dépenses non remboursables mises à la charge de l'Etat on distingue :

- ❖ Les dépenses d'investissements : construction de bâtiments et d'infrastructure (hôpitaux publics, routes, ...)
- ❖ La fourniture de services (l'hospitalisation ou l'enseignement à titre gratuit) et les prestations en numéraire (subventions aux entreprises, allocation chômage, pensions de retraite et allocation familiales ...).

1-1 : Les dépenses sociales :

Les dépenses sociales sont celles effectuées par l'Etat en direction des secteurs sociaux. Elles sont constituées des dépenses de santé, de nutrition, d'assainissement, et d'éducation.

Les dépenses publiques de santé sont celles effectuées par l'Etat dans le cadre du développement des services socio- sanitaires en vue d'améliorer l'état de la santé des populations. Elles concernent les dépenses qui servent à rémunérer la main d'œuvre utilisée pour la construction et l'entretien des centres et établissements socio-sanitaires, les couts des médicaments offerts gratuitement par l'Etat ,les salaires versés aux agents de santé, les bourses versées aux étudiants des écoles à vocation sanitaires en guise d'encouragement et les subventions que l'Etat accorde aux différents centres de santé pour les faire participer au développement du secteur.

Les dépenses publiques d'éducation visent à développer le système éducatif et à améliorer sa qualité. Elles sont constituées des dépenses servant à rémunérer la main d'œuvre utilisée pour

Chapitre II : dépenses publics et croissance économique

la construction d'écoles et à leur entretien, les dépenses pour l'achat des matériels didactiques, les bourses scolaires et autres récompenses aux plus méritants pour encouragement, les salaires et traitements des enseignants et vacataires. On y ajoute les subventions accordées aux écoles privées par l'Etat.

1-2- Les dépenses productives :

Les dépenses de développement sont celles consacrées aux secteurs favorisant le développement économiques. Elles couvrent la mise en valeur des ressources humaines et la construction et l'amélioration des infrastructures.

Il est communément admis par Robert-Barro que les dépenses d'infrastructure regroupent :

Les dépenses d'éducation, des travaux publics, des transports, des routes, du développement rural et de télécommunication...

2- Les ressources publiques :

Ce sont toutes les recettes de l'Etat qui proviennent pour l'essentiel des impôts ou recettes fiscales, payés par les contribuables. Le reste est assuré par les recettes non fiscales (recette du domaine de l'Etat, remboursements de prêts et avances, recettes exceptionnelles issu de la privatisation des entreprises).

Pour collecter et harmoniser ses ressources avec les objectifs de développement, chaque Etat élabore une politique fiscale.

La politique fiscale, englobe l'ensemble du système des prélèvements obligatoires (fiscalité ou parafiscalité), qui sert à réaliser les finalités d'une politique économique.

En Algérie Le système de prélèvement obligatoire se scinde deux catégories de ressources : ressources fiscales et ressources parafiscales.

❖ La fiscalité :

La fiscalité est l'ensemble des lois ; règlement, et pratiques relatives à la perception des impôts et des autres prélèvements obligatoires, Permettant à l'Etat d'alimenter sa trésorerie. Elle regroupe les impôts, les taxes et les prélèvements parafiscaux.

❖ **Parafiscalité :**

« Ce sont des prélèvements obligatoires, autre que l'impôt, destinés à financer des organismes publics, autres que l'état ou les collectivités territoriale. ⁶ »

2-1- Les ressources fiscales en Algérie :

En Algérie les ressources fiscales peuvent être partagées en deux types, la fiscalité pétrolière, qui est applicable aux activités d'exploitation des hydrocarbures, et l'autre qui est la fiscalité ordinaire, représente l'ensemble des pratiques relatives à la perception des impôts et des autres prélèvements obligatoires, elle regroupe :

- ❖ Contributions directes (IRG, IBS) ;
- ❖ Impôts sur les affaires (TPP, TAIC, TVA, produit pétrolier et importation) ;
- ❖ Enregistrement et timbres ;
- ❖ Contributions indirect ;(contrôle technique, vignette automobile...);
- ❖ Produits des douanes ;(taxe sur les produit importés....) ;

Les ressources parafiscales, qui sont des prélèvements obligatoires, ouvrent droits à des prestations, telle que les cotisations sociales.

2-1-1 Impôt :

L'impôt constitue un prélèvement obligatoire effectué par voie d'autorité par l'État, les provinces, les communes sur les ressources des personnes vivant sur son territoire ou y possédant des intérêts pour être affecté aux services d'utilité générale. On distingue l'impôt direct et indirect :

2-1-1-1 Impôts directs :

L'impôt direct concerne essentiellement le revenu et le patrimoine, il est prélevé directement sur le montant de l'un et l'évaluation de l'autre .Son incidence concerne le contribuable et lui seul.

- **Impôt sur le revenu :** cet impôt est payé par les ménages sur leurs revenus de l'année écoulée. C'est un impôt progressif : les revenus sont découpés en tranches ; les

⁶ HENRI-Louis Védie, « Dictionnaire introductif a l'économie ». Ed SEFI, Canada, P282

tranches inférieures sont exonérées de l'impôt tandis que les tranches supérieures sont frappées d'un taux d'imposition d'autant plus élevé que le revenu est élevé.

- **Impôt sur les bénéfices des sociétés** : cet impôt est à la charge des entreprises. Il est fonction des bénéfices réalisés.

2-1-1-2 Impôts indirects :

L'impôt indirect est lié à la consommation et à elle seule. Les plus importants sont la taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A) et la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (T.I.P.P).

- **la TVA (taxe sur la valeur ajoutée) :**

Il est à la charge du consommateur final qui le paie au moment de ses achats. La taxe perçue par les commerçants est ensuite réservée à l'Etat.

Et il existe d'autres impôts indirectes comme (droits d'enregistrement et de timbres, droits de mutation, produits de douane).

2-2- Recettes non fiscales : comprennent les autres recettes de l'Etat (les recettes d'ordre et de fonds de stabilisation des échanges). Ces ressources n'ont pas été prises en compte.

3-Solde budgétaire :

Le solde budgétaire⁷ est l'écart absolu (positif ou négatif) entre les recettes et les dépenses du budget de l'Etat exposées dans la loi de finances.

Lorsque le solde est nul, le budget est en équilibre. Lorsque le solde est positif (recettes supérieures aux dépenses), le budget est en excédent. Lorsque le solde est négatif (dépenses supérieures aux recettes), le budget est en déficit.

4-La loi de finances :

La loi de finances, couramment appelée « budget de l'Etat », est un texte de loi qui prévoit et autorise, pour chaque année civile, l'ensemble des recettes et des dépenses de l'Etat.

La loi de finances doit respecter les règles budgétaires.⁸

5- Concept infrastructure –capital public :

Dans la théorie marxiste⁹, l'infrastructure est la base économique d'un mode de production, c'est-à-dire la combinaison de forces productives et de rapports de production.

⁷ Alain Beitone, Christine Dollo, Antoine Cazorla et Anne-Marie Draï, « *Dictionnaire des sciences économiques* ». Ed ARMAND COLIN, Paris, 2004, P391

⁸Ibd

Chapitre II : dépenses publics et croissance économique

Elle retrace les dépenses de fonctionnement des institutions de l'Etat :

- Les services publics : électricités, télécommunications, eau courant, assainissement, enlèvement et évacuation des déchets.
- Les services des travaux publics : routes et principaux ouvrages (barrages et canaux)
- Les transports : chemins de fer urbain et interurbain ; transport urbain, port et voie d'eau navigable et aéroport.

En définitive le capital public est constitué de l'ensemble des infrastructures possédées par les collectivités publiques : transports, télécommunications...

Par contre l'infrastructure sociale représente les équipements nécessaires à la prestation des services d'éducation, de santé publique et des services sociaux.

Conclusion :

L'Etat, par sa politique budgétaire, joue un rôle dans le processus de croissance en incitant les agents à investir davantage dans le progrès technique. Les dépenses publiques sont traditionnellement considérées comme un facteur de stimulation de la croissance économique. En effet, conformément à la logique keynésienne les dépenses publiques peuvent exercer une influence contra-cyclique significative sur les variables fondamentales des économies, notamment sur la consommation, et les investissements.

⁹ Aalin Betone, Christine Dollo, Antoine Cazorla et Anne-Marie, « Dictionnaire des science économique ».Ed ARMAND COLIN ,Paris,2004,P391.

Introduction

Pour dynamiser la croissance, les pouvoirs publics ont mis en œuvre sur la période 2000-2014 une chaîne de programmes de relance économique. Le premier est le Programme de Soutien à la Relance Economique 2001-2004 (PSRE) dont l'enveloppe budgétaire est évalué à 7 milliards de dollars. Ce programme vise la mise à niveau des infrastructures, de base ainsi le soutien de l'agriculture et du développement rural. Ce programme est suivi d'un autre programme complémentaire de soutien a la relance à la croissance économique 2005-2009 auquel s'ajoute deux programmes spéciaux celui de soutien au développement des wilayas du sud et l'autre pour les développement des régions des hauts plateaux, courant un montant de 17000 millions de DA soit l'équivalent de 240 milliard de \$,qui sert à compléter les insuffisances existantes dans le programme précédent.

L'augmentation du prix du baril a permis à l'Algérie de mettre en œuvre un troisième programme quinquennal pour la période 2010-2014 de 286 milliards de dollars destinée à soutenir la croissance, à créer des emplois, et à améliorer l'offre d'infrastructures et de services publics.

Section 1 : présentation des différents programmes de relance économique

1- Le Programme de Soutien à la Relance Economique « PSRE » (2001-2004) :

Il constitue le premier plan de relance adopté par l'Algérie en 2001, à ce titre il est ouvert un compte d'affectation spéciale intitulé « compte de gestion des opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme de soutien à relance économique ».

Le PSRE était d'une enveloppe budgétaire de 525 Milliards de dinars, soit l'équivalent de sept (7) milliards de dollars US, il a été d'un apport significatif à la consolidation de la croissance. Et visant trois principaux objectifs¹ :

- réduction de la pauvreté ;
- création d'emploi ;
- préservation des équilibres régionaux et redynamisation des espaces ruraux;

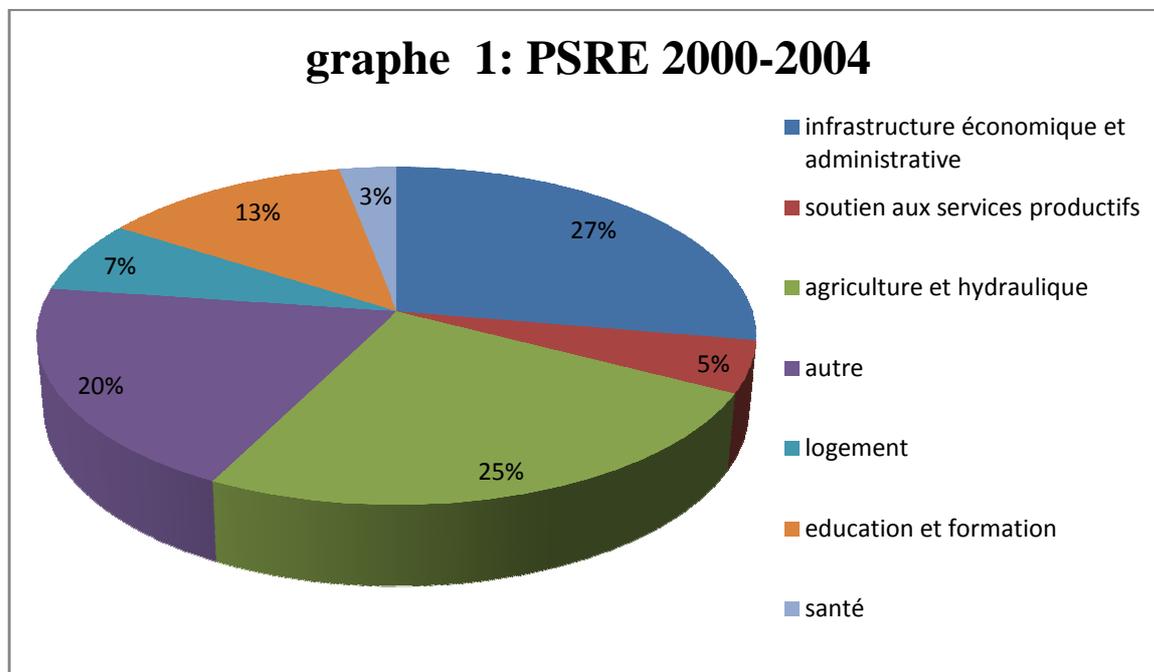
¹ « A la recherche d'un investissement public de qualité », la Banque Mondiale, Rapport N° 36270-DZ, juin 2007.

Ce programme concrétisé grâce à une politique de dépenses publiques expansionnistes avait pour objectif essentiel de réunir toutes les conditions à la mise en place d'un processus d'investissement et de création durable de richesse et d'emploi. Il s'articulait autour d'actions destinées à l'appui aux entreprises et aux activités productives agricoles et autres, au renforcement du service public dans le domaine de l'hydraulique, des transports et des infrastructures et à l'amélioration du cadre de vie, au développement local et au développement des ressources humain.

Les critères de sélection des actions et projets retenus étaient les suivants :

- Achèvement des opérations en cours de réalisation.
- Réhabilitation et entretien des infrastructures.
- Niveau de maturation des projets.
- Disponibilités de moyens et capacités de réalisation, notamment nationaux.
- Opérations nouvelles répondant aux objectifs du programme et prêtes à être lancées immédiatement.

1-1- Répartition sectoriel du PSRE : représente les pourcentages des différents secteurs du programme



Source : ministère des finance (direction générale de budget)

Ce programme s'appuie le plus sur l'infrastructure économique et administratives, l'agriculture, l'éducation et information par contre les secteurs soutien aux services

productifs, les logements et la santé n'ont pas une part importante qui signifie que l'état veut développer sa croissance économique par le financement de ces services.

1-2- Résultats d'une évaluation du PSRE:

En 2004, une étude de la Banque mondiale a fourni une évaluation à mi-parcours du PSRE. Les principales conclusions peuvent être résumées comme suit :

- a) Un impact modeste sur la croissance (un accroissement de 1 % en moyenne par an).
- b) Les emplois créés dans le cadre des projets PSRE seront temporaires - un effet direct de 850 000 emplois (170 000 en moyenne) et de 664 000 emplois indirects créés.
- c) Les importations augmenteront plus rapidement que les exportations (plus particulièrement celles liées aux projets dans les secteurs du transport et des travaux publics), réduisant ainsi l'excédent du compte courant de 1 % du PIB pendant la période 2001-05².

Ainsi les insuffisances du PSRE pourraient découler, d'une part, du manque de rigueur et le caractère d'urgence dans la préparation des projets. D'autre part, la myriade d'objectifs que les projets sont supposés atteindre. Une analyse des coûts démontrerait que les projets du PSRE étaient extrêmement coûteux.

Les résultats tirés à la fin de ce programme (la croissance du PIB global est passée de 2,7% en 2001, à 4,7% en 2002, à 6,9% en 2003 et à 5,2 % en 2004, une évolution dégressive du chômage, dont le taux est passé de 29,5% en 2000 à 17,7% en 2004 pour atteindre 10,2 en 2009) ont encouragé les pouvoirs publics à lancé un nouveau programme quinquennal en 2005.

2- le programme complémentaire de soutien à la croissance PCSC (2005-2009) :

Plus ambitieux que le PSRE, au plan de sa consistance physique et de sa dimension financière, le Programme Complémentaire de Soutien à la Croissance (PCSC), pour la durée quinquennale 2005-2009, est d'une enveloppe de 55 milliards de dollars. Ses recettes et ses dépenses sont retracées dans un compte d'affectation spéciale intitulé « compte de gestion des

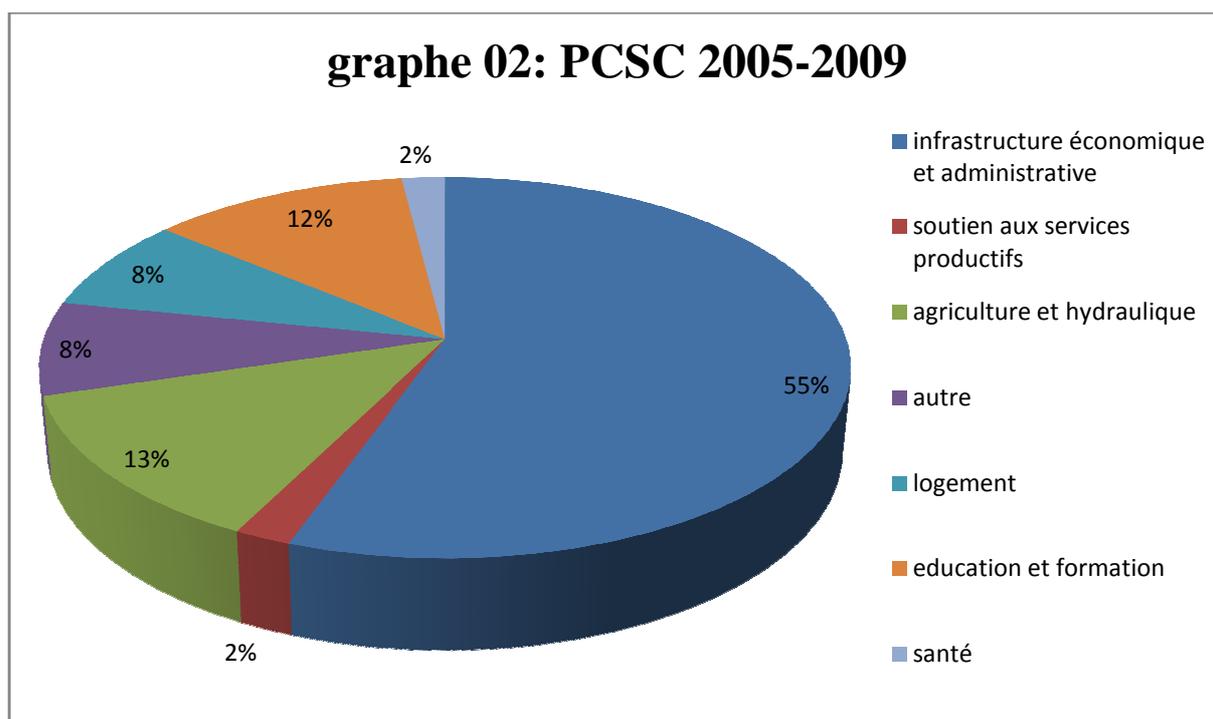
² Rapport du Ministère des Finances (2001-2004).

opérations d'investissements publics inscrites au titre du programme complémentaire de soutien à la croissance».

Les principaux objectifs du PCSC, sont :

- ✓ Le rééquilibrage territorial à travers le développement et la modernisation du réseau routier et ferroviaire ;
- ✓ L'amélioration des conditions de vie du citoyen en matière d'habitat par la construction de 1000 000 logements ;
- ✓ La prise en charge des besoins croissants en matière d'éducation nationale, d'enseignement supérieur et de formation ;
- ✓ Le desserrement de la contrainte en matière de ressources en eau ;
- ✓ Le développement et la modernisation du service du service public.

2-1-répartition sectoriel du PCSC : il représente les différents secteurs du programme :



Source : ministère des finance (direction générale de budget)

Ce programme s'appuie toujours sur l'infrastructures économique et administratives avec une très grande part puis vient après le secteur de l'agriculture et l'éducation et formation, qui

veut dire que l'Etat continue à financer les secteurs et cela revient aux les différentes complications qui les a rencontré le PCRE.

2-2-les objectifs du PCSC (le programme complémentaire de soutien a la croissance économique) :

Les objectifs opérationnels que se propose de réaliser le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC) est l'appui aux infrastructures, d'où ce programme place le secteur des infrastructures de base comme première priorité dont l'Algérie accuse un grand retard, malgré son importance pour l'économie nationale et notamment les investissements, avec un montant de 1693 milliards dinars. Le soutien au développement économique, à travers en particulier les ressources affectées au développement rural et à l'agriculture, la modernisation du service public (dont le secteur de la justice et les collectivités locales), le développement des capacités en matière nouvelles technologies de l'information et de la communication constituent les autres volets du PCSC³.

La création de deux millions d'emploi, la réalisation d'un millier de kilomètres d'autoroutes (Est- Ouest), la création de 100 milles nouvelles PME (petites et moyennes entreprises) ainsi la réalisation de 1 million de logements représentent les principaux objectifs assignés au PCSC.

³ Rapport du Ministère des finances, documents DGB 2010.

Tableau 02 : PCSC, AP, CP du budget initial et final 2004-2009 :

	total PSRE	PC SC init ial	Plan régio n sud	Hauts plateau x	Dotatio n aux compte s spéciau x	Total PCS C	CP du budget		PEC en fin de programm e
							initia l	final	
2004	2027*	-	-	-	-	-	-	-	1216*
2005	-	127 3	-	-	227	1500	862	-	-
2006	-	344 1	250	277	304	4172	1979	-	-
2007	-	260	182	391	244	1077	2238	-	-
2008	-	260	-	-	205	465	2299	-	-
2009	-	260	-	-	160	420	1327	-	9435*
Total	2027	539 4	432	668	1140	8705	8705	15000*	9435

Source : Rapport du FMI

***Source :** Ministère des finances, DGB.

2-3- le PCSC et la croissance économique : selon le FMI dans son rapport

La croissance économique reste solide, et l'inflation maîtrisée. La croissance du PIBHH est dynamisée par le programme d'investissement public (PIP désignant le PCSC), avait atteint 6.3% en 2007. Les premières indications qui étaient disponibles avaient prévus les résultats inférieurs de 2008, ce qui s'explique par une campagne céréalière médiocre. La position budgétaire globale demeure solide en dépit de la poursuite d'une politique expansionniste. Les lois de finances complémentaires pour 2008 et 2009 ont augmentées les dépenses liées au programme d'investissement public PIP.

Aussi le déficit primaire hors hydrocarbures dépasse les 52% du PIBHH de 2008, contre 44% en 2007. Toutefois, la progression des recettes tirées des hydrocarbures, comme d'habitude, compensera la hausse des dépenses, et l'excédent budgétaire global augmentera. Rapport FMI

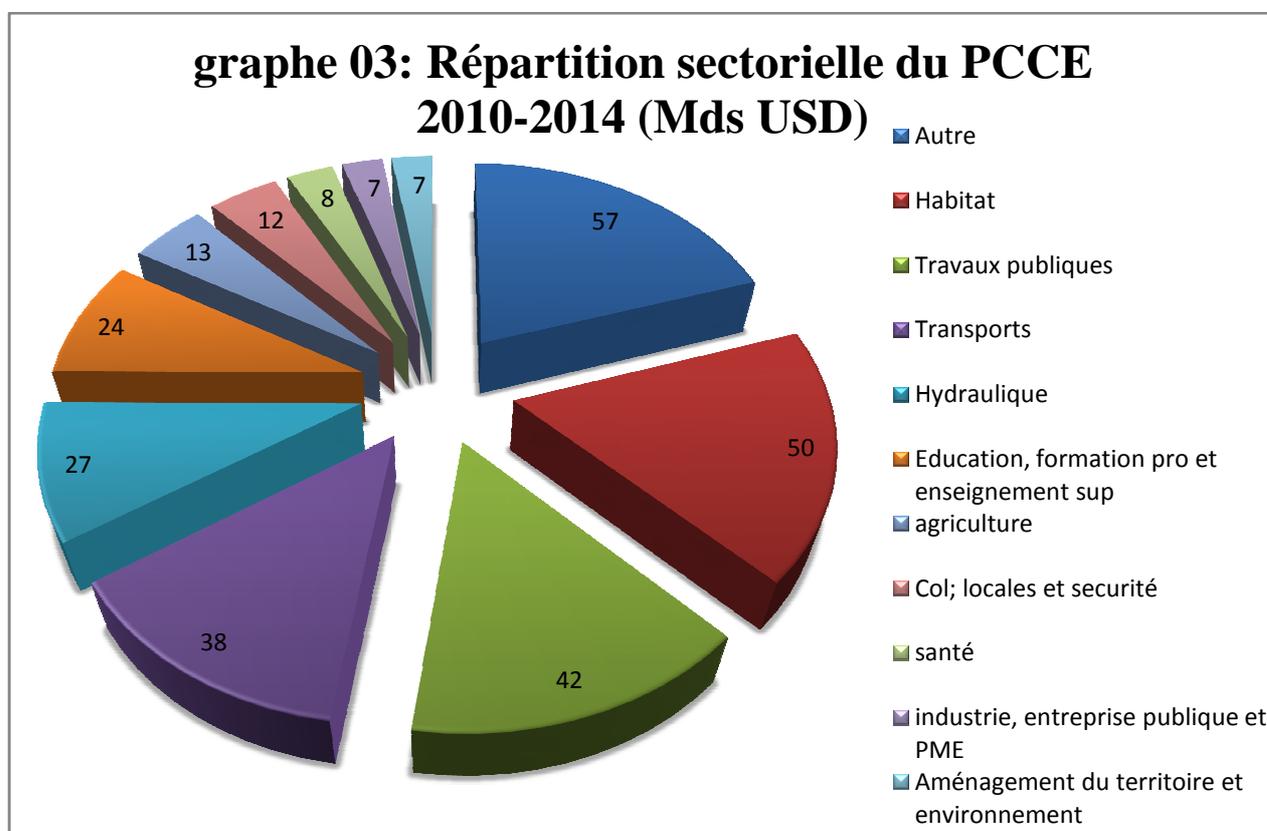
3 - le programme de consolidation de la croissance économique :

En 2010 un montant de 21214 milliards de DA (286 milliards \$). Été déversé pour la réalisation d'un nouveau plan (2010-2014)

Le programme s'inscrit, dans le cadre de la réalisation du projet concernant le secteur du rail, des routes et des eaux pour un montant de 9700 milliards DA (130milliards de \$) en outre l'engagement de projets nouveaux pour un montant de 11534 milliards de DA (156 milliards de \$).

C'est le plus fort financement public jamais réalisé par l'Algérie depuis l'indépendance du pays .ce programme vise à placer l'Algérie sur un chemin du développement soutenu par la dépense publique.

Figure 03 : Répartition sectorielle du PCCE 2010-2014 (Mds USD) :



Source : ministère des finances, DGB

3-1) le contexte d'investissement(PCCE) :

Le programme d'investissement public (2010-2014) a été profondément marqué par la crise financière internationale, crise qu'a touchée la sphère sociale et dont le taux de chômage a pu atteindre 10% dans les économies plus performantes. Ainsi après cette crise le gouvernement a déboursé une somme de 150milliards \$ comme budget. D'abord, l'impact de cette crise s'est manifesté au niveau de l'économie nationale qui s'est traduit par une baisse des revenus de l'exploitation des hydrocarbures (77256milliards de \$ en 2008 à 44395 milliards de \$ en 2009. En outre, les produits de la fiscalité pétrolière ont également diminué (passant de 4003, 6milliards de DA en 2008 à 2327, 7 milliards de DA en 2009). Pour commencer l'encours des réserves officielles de change s'est diminué à 147 milliards de \$ fin décembre 2009, contre 143 milliards de \$ fin décembre 2008, soit l'équivalent de près de trois ans d'importation de bien et service 32%. Puis le déficit du trésor a affiché en 2009, un déficit moindre de 22%, par rapport à 2008, avec une croissance consolidée de la fiscalité non pétrolière de 19%. Ensuite, les importations de marchandises se sont quasiment stabilisées par rapport à 2008 enregistrant une légère baisse de 1%. Il faut aussi ajouter que le taux d'inflation est passé en moyenne annuelle de 4,46% en 2008 à 5,75% en 2009 et cette variation étant le fait du fort mouvement des prix des biens agricoles frais produits localement. En plus, les crédits à l'économie ont progressé de 16% par rapport à 2008, passant de 2615 milliards dz DA en 2008 à 3045 milliards de DA en 2009.

En fin, la croissance économique globale s'est située à 5% en 2009 et à 9,3% hors hydrocarbures, contre respectivement 2,4 et 6,1% en 2008.

- 1) L'encours des réserves officielles de change s'est situé à 147 milliards de \$ fin décembre 2009, contre 143 milliards de \$ à fin décembre 2008, soit l'équivalent de près de trois ans d'importation de bien et services 32%.
- 2) Le déficit du trésor affiche en 2009, un déficit moindre de 22% par rapport à 2008, avec une croissance consolidée de la fiscalité non pétrolière de 19%.
- 3) Les importations de marchandises, se sont quasiment stabilisées par rapport à 2008, enregistrant une légère baisse de 1%.
- 4) Le taux d'inflation est passé en moyenne annuelle de 4,46% en 2008 à 5,75% en 2009 cette variation étant le fait du fort mouvement des prix des biens agricole frais produits localement.

- 5) Les crédits à l'économie ont progressé de 16% par rapport à 2008, passant de 2615 milliards de DA en 2008 à 3045 milliards de DA en 2009.
- 6) La croissance économique globale s'est située à 5% en 2009 et à 9,3% hors hydrocarbures, contre respectivement 2,4% et 6,1% en 2008.

3-2) Objectifs du PCCE

Le programme d'investissement de la période 2010-2014 vise la réalisation de six objectifs⁴ principaux d'abord, l'amélioration du développement humain, puis la poursuite du développement des infrastructures de base et l'amélioration du service public, ensuite le développement de l'industrie et l'encouragement de l'industrie et pour finir l'encouragement de la création d'emploi ainsi que développement de l'économie de la connaissance.

Le programme d'investissement de la période 2010-2014 vise la réalisation de six objectifs principaux à savoir⁴ :

- l'amélioration du développement humain.
- La poursuite du développement des infrastructures de base et l'amélioration du service public.
- Le développement de l'industrie.
- L'encouragement à la création d'emplois.
- Le développement de l'économie de la connaissance.

3-3) Contenu du PCCE

Le PIP qui englobe une enveloppe de 21214 milliards de DA (286milliards de US \$) réserve plus de 40% de ses ressources à l'amélioration du développement humain et près de 40% de ses ressources pour la poursuite du développement des infrastructures de base et l'amélioration du service public⁵.

Le programme quinquennal réserve aussi plus de 10% de ses ressources à l'appui au développement de l'économie national.

⁴ Rapport de la présidence de la république.

⁵ Rapport du ministère des finances, DGB.

Tableau 03 : La réparation de PCCE en rubriques

Rubriques	Milliards DA	Milliards \$	En %
Développement humain	+10000	+135	+40
Développement des infrastructures de base et l'amélioration de service public	+10000	+135	+40
Développement de l'économie	1500	20	7

Source : Elaboré à partir les données de l'ANDI.

3-3-1) L'amélioration de développement humain :

Une enveloppe de 10.000 milliards de dinars a été dégagée au développement humain dans le cadre du programme d'investissement publics 2010-2014. Après l'analyse du tableau, nous pouvons dire qu'il y a une distribution inégale du budget sur les secteurs.

Tableau 04 : le développement humain

Secteurs	Mds DA
L'enseignement supérieur	868
L'éducation nationale	852
La santé	619
L'habitat	3700
La construction des barrages, transferts	2000
Le dessalement de l'eau de mer	60
L'énergie	350
La jeunesse et sport	1130
Communication	106
La culture	140
La religieuse	120
Moudjahidine	19
La solidarité nationale	40

Source : Elaboré à partir des données de l'ANDI

3-3-2) Le développement des infrastructures de base et l'amélioration du secteur public

7200 milliards de DA ont été déboursés afin de développer le secteur des travaux publics ainsi que l'administration publique.

Tableau 05 : les infrastructures de base et service public

Secteur	Mds AD
Travaux publics	3100
Transport	2800
Aménagement du territoire et l'environnement	500
Amélioration du service public	1800

Source : Elaboré à partir des données de l'ANDI, 2010

2001-2014 marque une période de processus de développement important de l'économie algérienne un montant de 348 milliards de \$ est programmé aux dépenses réparties sur les différents secteurs.

L'état a consacré une importante somme pour l'amélioration des conditions de vie de la population ainsi que la création des postes de travail. Des projets importants sont lancés tel que l'autoroute est-ouest, tramway à Alger, des universités des hôpitaux en vue d'une croissance à long terme.

Les politiques macroéconomiques appliquées par l'Algérie durant le PIP, lui ont permis de constituer une position financière comparative avec le niveau d'endettement faible. Le taux de chômage est resté stable à 10%, mais reste beaucoup plus élevé pour les jeunes 21% et les femmes 19%. La position budgétaire restera déficitaire de 2% en 2010. En raison de la hausse des hydrocarbures, qui compense la hausse des importations. La croissance hors hydrocarbures atteint le niveau de 5% grâce à la performance des secteurs tirés dans le PIP. Une nouvelle baisse de la production des hydrocarbures. La détérioration de l'environnement économique international pourrait engendrer une chute du pétrole qui dégraderait fortement les équilibres budgétaires. Malgré les progrès réalisés ces dernières années en matière de stabilité macro-financière, le défi pour l'Algérie demeure d'attendre une grande diversification économique avec un secteur privé dynamique et générateur d'emploi, après la maturation du PIP, ce secteur devra être en mesure de prendre le relais comme moteur de la croissance de l'activité hors hydrocarbure.

3-4 Les grands projets du programme de consolidation de la croissance :

Parmi les projets⁶ les plus emblématiques du programme de consolidation de l'économie on constate la réalisation de six grands projets de transfert et traitement des eaux, les réseaux ferré et transport ferroviaire, aéroportuaire aérien, routes et autoroute, transport urbain, portuaire et naval.

1-Eau et traitement des eaux

Le programme porte sur 9 projets, ces projets créateur d'emplois et de revenus, doivent permettre d'améliorer le cadre de vie des populations des régions considérées en assurant une disponibilité en eau potable et pour les besoins agricoles.

Certain projets seront financé par des techniques modernes qui allègeront le Budget de l'Etat :

Ainsi le projet de dessalement d'eau de mer retenue pour les nouvelles formes de financement telles que les BOT ne sont pas comptabilisé dans l'enveloppe globale.

La propriété dans la sélection des projets du programme a été d'améliorer les conditions de vie des populations vivant dans les zones d'implantations des projets, en assurant la disponibilité d'eaux potable et d'irrigation.

Construction de plus d'une vingtaine de nouveaux barrages pour atteindre un niveau de retenue des eaux de surface de 9,1Mds de m³.

Tableau06 : ressources en eau

Ressources en eau superficielles	Barrages	1999	2005	2010	2014/17
	nombre	47	56	66	93
	Capacité milliards de m³	4,2	5,7	7,1	9,1

Source : direction générale de trésor

Durant chaque période le nombre de barrage augmente ce qui engendre l'augmentation de la capacité des ressources en eau.

⁶ Rapport de la république algérienne démocratique et populaire sur le PCSC, mai 2010

Chapitre III : présentation des programmes de relance économique

Réalisation de six grands projets de transferts d'eau inter-régions pour faire face aux sècheresses locales ou régionales.

Tableau07 : dessalement d'eau de mère

	stations	Station en service 2010			Grande station en travaux
		Petite	grande	Total	
Dessalement d'eau de mer	nombre	21	4	25	9
	Capacité m ³ /j	57.500	590.000	647.500	1.720.000
	Production hm ³ /an	21	215	236	555

Mise en service de 9 nouvelles unités de dessalement d'eau de mer de grande capacité en BOO, dont celle de Magtâa à Oran, attendue pour 2012 et qui devrait couvrir les besoins de 5 millions de ménages.

Tableau08 : taux de raccordement à l'égout

Année	1999	2005	2010	2014
Volume d'eaux usées rejetées (hm³/an)	600	680	750	1.200
Capacité nationale de traitement (hm³/an)	90	160	665	1.100
Station d'épuration des eaux usées	33*	34**	112	185
Taux national de raccordement à l'égout	72%	85%	86%	95%

* 12 stations d'épuration en exploitation.

**28 stations d'épuration en exploitation.

Construction d'une quarantaine de stations d'épuration et de traitement des eaux usées pour les besoins de l'agriculture et de l'industrie. Ce programme, ayant pour objectif de porter le nombre de stations à 185 en 2014, concerne principalement les agglomérations de plus de 100 000 habitants et celles situées en amont des barrages.

Tableau 09 : taux de raccordement aux réseaux d'AEP

Année	1999	2005	2010	2014
Volume d'eau potable produit (milliards de m³)	1,25	1,7	2,9	3,6
dotation quotidienne par habitants (litre)	123	155	170	175
Taux de raccordement aux réseaux d'AEP	78%	89%	93%	98%

L'augmentation du volume d'eau potable produit ainsi que les dotations quotidiennes par habitants induit à l'augmentation du taux de raccordement aux réseaux d'AEP.

Réalisation de nouveaux réseaux d'adduction et de distribution. Réhabilitation des réseaux d'alimentation en eau potable dans 32 villes et d'assainissement dans 24 villes.

3 Aéroportuaire et aérien :

Le programme a pour objet de consolider la sécurisation des points d'entrée aéroportuaire et terrestres en moyens de détection et de contrôle à l'effet de protéger l'économie nationale contre la fraude et les atteintes de toute sorte.

500 MUSD dédiés à la modernisation des infrastructures et des équipements aéroportuaire. Une trentaine de projets sont envisagés, notamment la rénovation de la piste principale de l'aéroport Houari Boumediene d'Alger, l'extension sur 500 mètres celle de l'aéroport de Sétif et la construction de 24 héliports sur l'ensemble du pays. Ainsi la construction de nouvel Aéroport International de Boughezoul, d'aérogares passagers à Alger et Aménas et d'une zone fret à Alger. at enfin 700 MUSD pour la modernisation et le développement de la flotte d'Air Algérie, actuellement composée de 42 appareils, avec l'acquisition de cinq gros porteurs de 250 places, pour remplacer les trois Boeing 767 actuellement employés par la compagnie et développer sa flotte long-courrier, 11 appareils de 150 places et quatre de 70 places destinés aux vols nationaux.

Appareille de transport aérien(2010) :

compagnies	Nombre d'avion
Air Algérie	
Airbus A330-200	5
Boeing 737-600	5
Boeing 737-800	17
Boeing 767-300	3
ATR 72-500	12
Total	42
Star Aviation	16*
Tassili Airlines	27*

*Appareille de moins de 50 places

Source : ministère de transport.

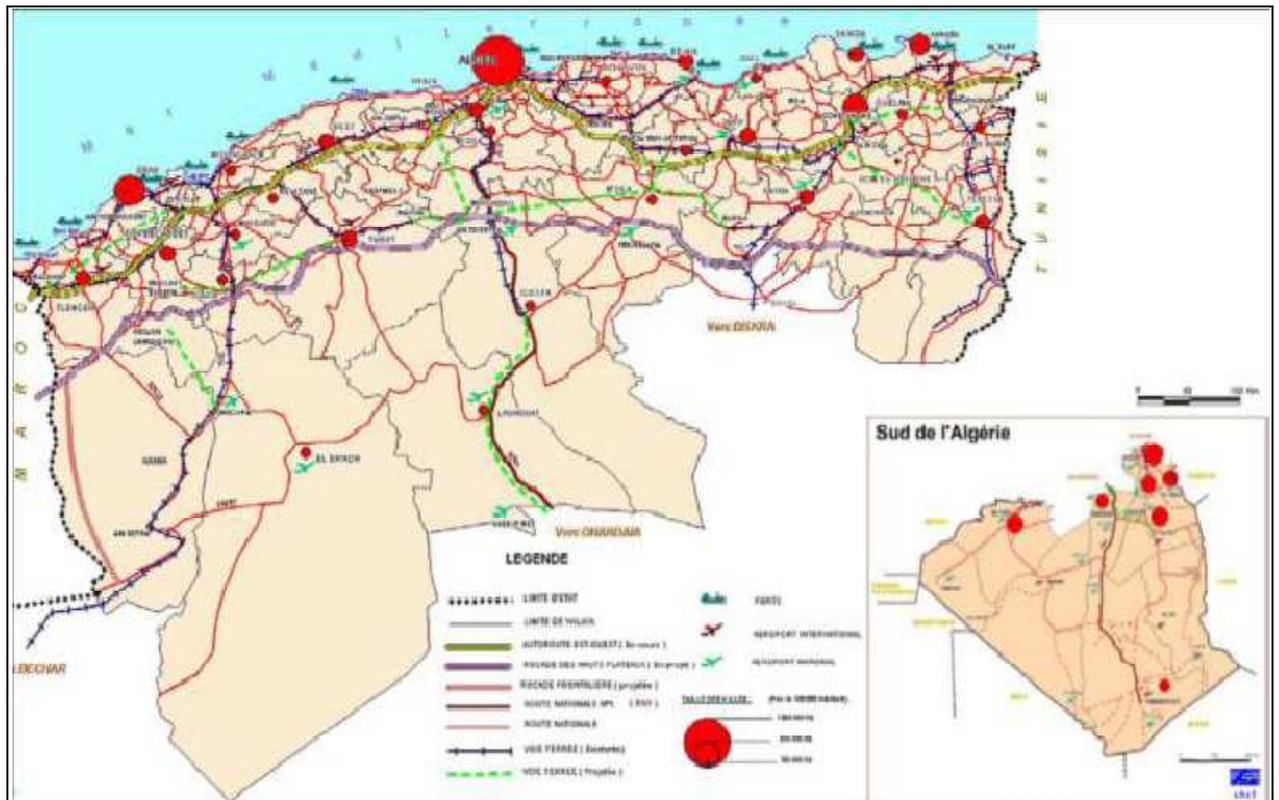
4- Route et autoroute :

C'est projets qui se manifeste par l'achèvement de l'autoroute Est-Ouest (1216km) et l'installation des équipements et aménagements annexe, la mise en chantier de 10 Rocade des hauts plateaux de Tabessa à Tlemcen (1300km2*2voies) prévue en 2012, la construction de près de 4300km de voies express et autoroutières : pénétrante Nord_Sud,

Chapitre III : présentation des programmes de relance économique

liaison ports- Autoroute Est-Ouest , troisième et quatrième rocade Sud d'Algérie enfin le développement du maillage routier dans les régions des hauts-plateaux et du sud pour un linéaire de 2000km.

Le programme d'infrastructure routière facilite la circulation des biens et des personnes en rendant la circulation autour des agglomérations plus fluides et évitant des coûts sociaux et économiques élevés.



Source : agence national de l'aménagement du territoire

5- Transport urbains :

Le transport urbain est basé sur l'extension du métro d'Alger (5 projets en cours d'étude) l'extension de la première ligne et la construction de la deuxième ligne de tramway à Alger et l'extension des Tramway de Constantine et Oran il est aussi fondée sur la création des Tramway dans 14 grandes villes : Annaba, Satif, Batna, Sidi Bel Abbes, Mostaganem, Ourla, Bejaïa, Djelfa, Skikda, Tébessa, Biskra, Tlemcen, Bechar, Blida et le développement du transport par câble, avec la rénovation des installations existantes (Blida, Annaba, Alger, Constantine, Skikda, Tlemcen) et des projets de téléphériques (Alger, Oran) et télécabine

(Tizi-Ouzou, Bejaïa, Constantine) actuellement à l'étude et enfin l'acquisition de 100 bus roulant au gaz naturel Alger d'ici 2013.

6-portuaire et naval :

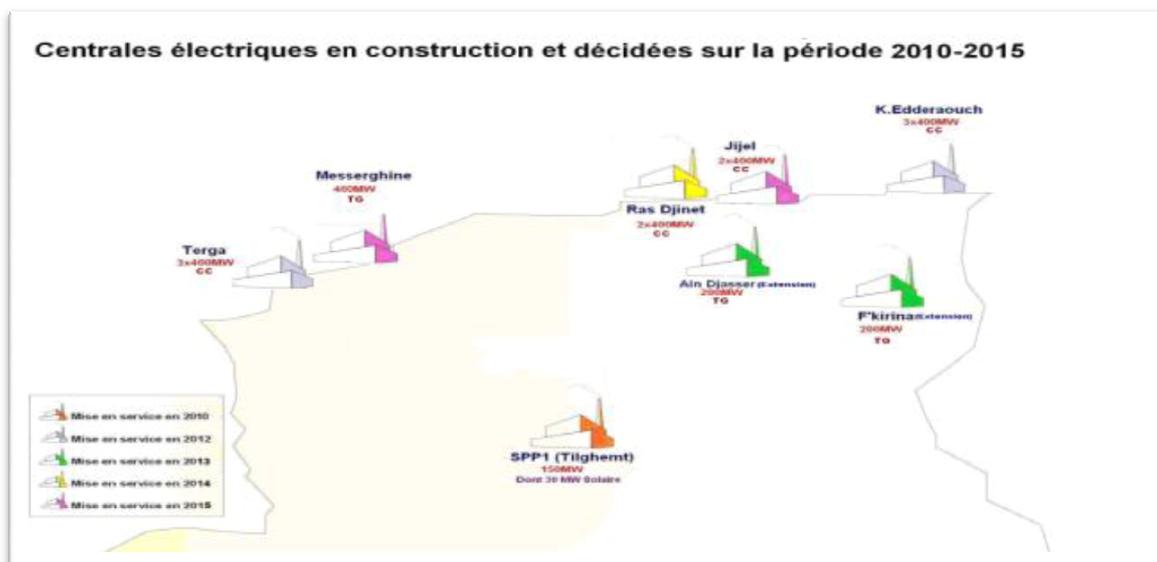
C'est un projet qui vise l'achèvement des aménagements des ports Djendjen (Jijel) et d'Oran, la création d'un port commercial et d'une zone industriel intégré à Béni Saf puis la modernisation de 20 port de pêche et dragage et confortement de 25 ports, la création de huit morceaux nouveau ports de plaisance et de pêche pour la mise en valeur du littoral et le développement industriel, le renouvellement de la flotte et la réhabilitation de l'activité de réparation navale.

7-Bâtiment et aménagement du territoire :

Construction de 5 villes nouvelles : Hassi Messaoud (80 000 hab.), Sidi Abdallah, Bouinan, Boughzoul, El Menea. Ainsi que le lancement d'un nouveau programme d'un million de logements publics locatifs, 900 000 logements ruraux, et 550 000 logements promotionnels aidés et enfin la Construction de bâtiments publics : 175 hôpitaux, 1 000 collèges, 850 lycées, plus de 300 établissements de formation et d'enseignement professionnels, 400 piscines, 80 stades, grande mosquée d'Alger (1,2 Md USD)...

8-Energie (électricité et hydrocarbures) :

D'ici 2015, la Société de production de l'électricité (SPE), filiale du groupe Sonelgaz, prévoit d'installer une capacité additionnelle d'environ 5 000 MW avec huit nouvelles centrales électriques, dont 625 MW à partir d'énergies renouvelables (solaire thermique à concentration : 325 MW ; photovoltaïque : 280 MW ; éolien : 50 MW). La première centrale hybride, gaz/solaire, de Tilghemt à Hassi M'Rel a été inaugurée en 2011. Sonelgaz prévoit d'investir sur la période 4 Mds USD pour la production de l'électricité classique et 5 Mds USD pour le développement de la filière ENR.



Source : Sonelgaz.

Le programme quinquennal prévoit un budget de 5 Mds USD pour le raccordement d'un million de foyers au réseau du gaz naturel, pour atteindre un taux de raccordement de 52% contre 45% actuellement, et l'alimentation de 220000 foyers ruraux en électricité.

Dans le domaine des hydrocarbures, un investissement de 27 Mds USD est prévu pour le développement de nouveaux gisements (20Mds engagés par sonatrach seule et 7Mds dans le cadre de contrats en association avec des opérateurs étrangers).

Pour le développement de l'industrie pétrochimique : réhabilitation de la raffinerie d'Alger, entrée en fonction des usines d'ammoniac d'Orascom et SBGH, et d'une usine d'aluminium à Béni Saf (2012) ; construction de la raffinerie de Tiaret (2015) et projet d'usine de vapocraquage d'éthane de Total à Arzew.

Section2 : La politique budgétaire à l'ombre des programmes de relances économiques (2000-2014) :

La politique budgétaire est une politique économique qui utilise le budget de l'État pour atteindre des objectifs macroéconomiques comme le plein-emploi, la croissance économique soutenue et la stabilité des prix.

La régulation de la conjoncture visée par la politique budgétaire peut s'opérer dans un sens expansionniste, mais aussi dans un sens restrictif. Lorsque le gouvernement réduit les taux d'imposition, ou lorsqu'il augmente les dépenses publiques, dans le but par exemple de stimuler la demande, on parle de politique budgétaire expansionniste.

Chapitre III : présentation des programmes de relance économique

Lorsque, au contraire, il alourdit la fiscalité ou réduit les dépenses publiques (par exemple pour répondre à une situation d'inflation ou de déficits extérieurs importants) on parle de politique budgétaire restrictive.

Les instruments de la politique budgétaire⁷ sont nombreux. Du côté des recettes, le gouvernement peut utiliser l'arme fiscale. En agissant sur le niveau de l'imposition directe qui frappe les ménages (comme l'impôt sur le revenu) ou les entreprises (l'impôt sur les sociétés), ou sur le niveau des impôts indirects tels que la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou encore sur le montant des prélèvements obligatoires.

La politique budgétaire exerce une influence sur le comportement des agents économiques. Par exemple, réduire l'impôt, c'est distribuer un supplément de revenu qui, s'il est dépensé augmente les débouchés des entreprises, qui si elles vendent davantage peuvent accroître leur production, et donc, par exemple, créer des emplois. Du côté des dépenses, l'État peut tout autant mener une politique expansionniste, par exemple en créant des emplois publics, que restrictive lorsqu'est conduite une politique d'austérité.

Si, au terme de l'exécution de la loi de finances, les recettes sont inférieures aux dépenses, il y a un déficit budgétaire. Par le passé, lorsqu'une conjoncture défavorable entraînait un déficit (recettes fiscales inférieures au montant prévu), le gouvernement avait tendance à augmenter immédiatement les impôts afin de rétablir l'équilibre budgétaire. Cependant, depuis l'application généralisée des théories keynésiennes, les gouvernements ont cessé de considérer l'équilibre budgétaire comme une nécessité absolue. Keynes a montré comment, en période de conjoncture défavorable, des dépenses publiques supplémentaires permettaient une relance de l'économie. Cette relance engendre des recettes fiscales supplémentaires à venir, et permet donc le rétablissement de l'équilibre.

Le déficit budgétaire peut être financé soit par des avances de la banque centrale, soit par l'emprunt. Si ce financement est assuré par émission de monnaie, l'inflation risque de s'accroître : l'augmentation de la quantité de monnaie en circulation est une des causes de la hausse des prix. Si le déficit est financé par l'emprunt, l'endettement de l'État peut entraîner une hausse des taux d'intérêt et un « effet d'éviction ». Lorsque l'État emprunte, les ressources d'épargne qu'il mobilise cessent d'être disponibles pour les autres agents économiques. Cette hausse des taux due à l'accroissement de la demande de capitaux,

⁷ Politique économique, Angres BENASSY- QUERIE-BENOIT-COURE-JACQYET-Jean PESANI-FERRY, Edition DE BOECK UNIVERSITE, 1^{ère} édition 2004.

contraint l'État à proposer une rémunération de l'épargne plus attractive, en augmentant le taux de l'intérêt. Cette hausse produit un effet négatif sur le niveau des investissements du secteur privé dont les coûts sont renchéris. Un cycle de ralentissement de l'activité est ainsi amorcé. Cependant, il existe bien d'autres facteurs qui influent sur la fixation des taux d'intérêts (comme l'action relative à la défense de la parité d'une monnaie par rapport à d'autres devises qui se concrétise dans la politique des taux de change) et qui peuvent atténuer les effets précédemment décrits.

Les objectifs de la politique budgétaire :

La politique budgétaire avait pour objectif :

- Permettre à l'Etat d'assurer certains services généraux indispensables au bon fonctionnement du système économique.
- Lever les impôts nécessaires a leur financement.
- La répartition des revenus.
- Combattre le chômage.
- Etablir les conditions favorables au plein emploi, à la stabilité des prix et à une croissance économique forte et équilibré.
- Modifie les recettes et les dépenses des administrations publiques dans le but de réguler la conjoncture.
- Activer la croissance économique.

1- Le budget de l'Etat 2000-2004 :

1-1-Les recettes Budgétaires :

Tableau 10 : variation des recettes budgétaires (2000-2004).

Années	2000	2001	2002	2003	2004
Total des recettes budgétaire(10⁹)	1578,1	1505,5	1603,2	1966,6	2229,7
Taux de croissance en%	-	-4,6	6,5	22,7	13,3

Source : direction générale du trésor

Chapitre III : présentation des programmes de relance économique

Nous pouvons estimer une nette amélioration des recettes selon le tableau ci-dessus, elle passe de 1578,1 de DA en 2000 à 2229,7 de DA en 2004, et un taux de croissance qui passe de -4,6 en 2001 à 13,3 en 2004 une augmentation de 22,7% à été remarquée qui s'explique par l'augmentation des recettes hydrocarbure.

Le secteur des hydrocarbures connaît une croissance nettement meilleur, et sa part dans le PIB est très importante. Nous pouvons dire que l'Algérie en tant que producteur et exportateur du pétrole, ses recettes sont généralement des recettes pétrolière.

1-2-Les dépenses Budgétaires:

Tableau 11: variation des dépenses budgétaires (2000-2004).

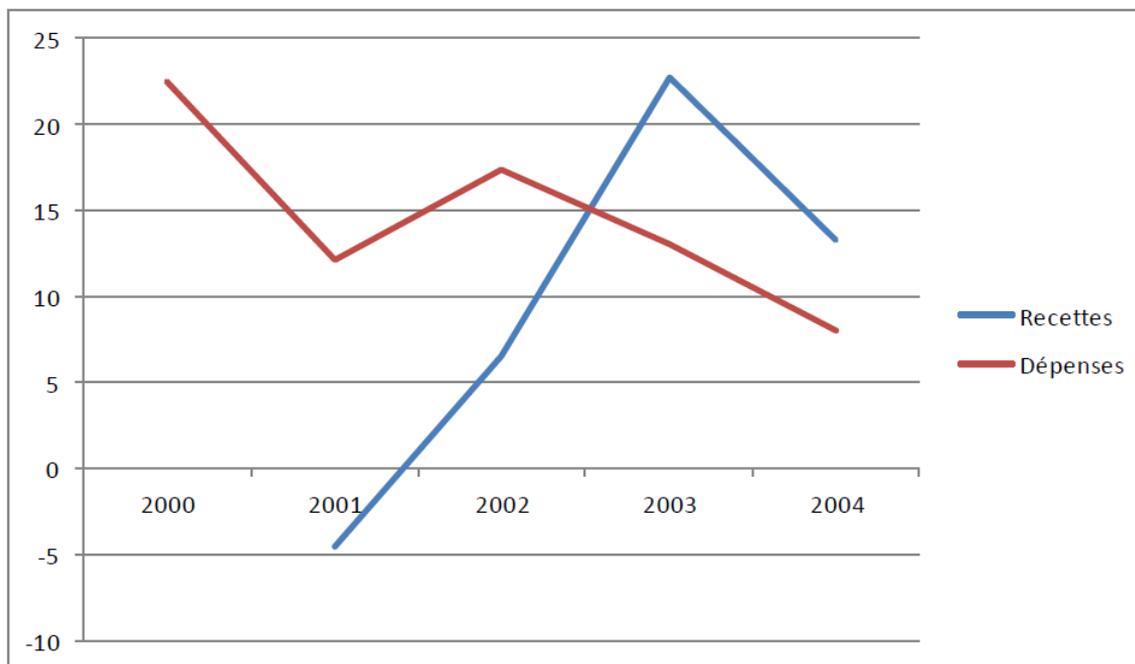
Année	2000	2001	2002	2003	2004
total des dépenses budgétaire 10⁹ DA	1178,1	1321	1550,6	1752,7	1891,8
Taux de croissance en%	22,5	12,1	17,4	13	8

Source : direction générale du trésor

D'après le tableau suite à l'augmentation des recettes budgétaire, une augmentation des dépenses publiques a été notée, passant de 1178,1MD en 2000 à 1891,8 en 2004.

Cette augmentation des dépenses budgétaire revient aux projets lancés durant cette période pour atteindre les objectifs fixé du PSRE et produire des résultats à court terme.

Graphique n°5 : variation des recettes et des dépenses publiques (2000-2004) en (%) :



L'amélioration des recettes qui passe de -4.6% en 2001 à 13.3% en 2004 a induit à la baisse des dépenses publiques par contre la forte augmentation de 22.7% en 2003 des recettes revient à l'augmentation des prix des hydrocarbures ou en remarque même une baisse des dépenses budgétaire.

Le retour de l'économie Algérienne comme étant au début, grâce à la croissance économique qui est évaluée par un taux de croissance de 5% dans la période 2001-2005 ; ce qui a permis à l'état algérien de continuer et poursuivre le processus de la croissance.

2-Le budget de l'Etat 2005-2008 :

2-1 Les Recettes Budgétaires :

Tableau 12: variation des recettes budgétaires (2005-2008)

année	2005	2006	2007	2008
Totale des recettes budgétaire 10⁹	3082,6	3639,8	3687,8	5111
Taux de croissance%	38,2	18,1	1,32	38,6

Source : direction générale du trésor

Le tableau ci-dessus montre une amélioration des Recettes publiques allant de 3082.6 en 2005 à 5111 en 2008.

2-2 Les Dépenses Budgétaires:

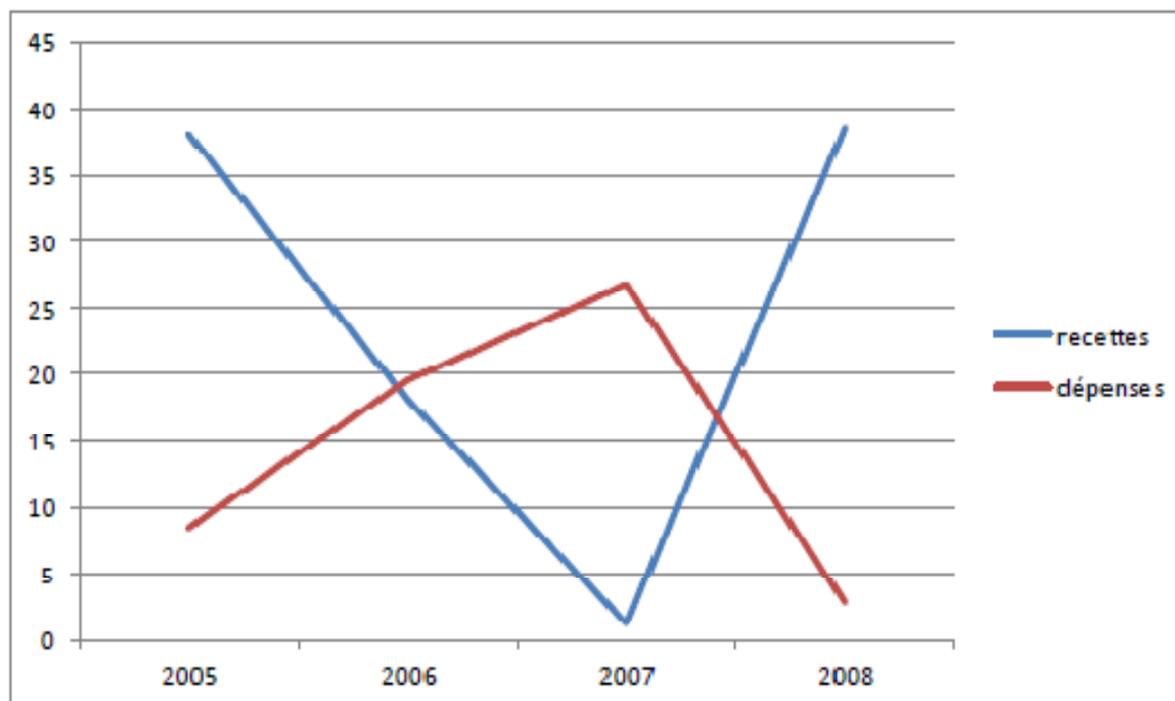
Tableau 13: variation des dépenses budgétaires (2005-2008)

Année	2005	2006	2007	2008
Total des dépenses budgétaires 10⁹ DA	2052	2453	3108,5	4175,7
Taux de croissance en %	8,5	19,5	26,7	34,3

Source : direction générale du trésor

Les observations de ce tableau montrent une augmentation des dépenses budgétaires qui passent de 2052 en 2005 à 4175.7 en 2008.avec une hausse importante de taux de croissance qui s'élève à 34.3 %en 2008.

Graphe n°6 : variation des recettes et des dépenses publiques (2005-2008)



contrairement à l'année 2006 qui a été caractérisée par une chute du taux de croissance généré par la baisse des prix pétroliers, heureusement suivi par une sensible amélioration de la croissance du PIB atteignant plus de 3% durant les années 2007-2008 continuant l'accroissement jusqu'à se rapprocher de 4% lors de l'années 2009. Cette augmentation des taux de croissance durant la période 2005-2009 se traduit par la relance de l'activité économique à travers l'impulsion budgétaire apporté par le PCSC, le programme spécial complémentaire de développement des willayas du sud et des hauts plateaux.

Malgré la situation favorable du secteur des hydrocarbures qui a pu favoriser la relance des investissements publics, l'économie algérienne n'est pas sortie d'auberge, elle reste toutefois dépendante.

Conclusion

Les plans programmés pour la période 2001-2014 marque un point important dans le processus de développement de l'économie algérienne soit en termes du portefeuille réservé pour la réalisation des projets programmés, soit en nombre des secteurs touchés. la réalisation de tous les objectifs projetée représente un défi pour les autorités algériennes. Dans le cadre

Chapitre III : présentation des programmes de relance économique

de cette période une somme de 348 milliard US \$ est programmée aux dépenses, réparti sur les différents secteurs. La somme la plus importante est consacrée à l'amélioration des conditions de vie de la population et la création des postes de travail. Dans ce cadre, il est programmé la réalisation des grands projets comme la réalisation de l'autoroute Est-Ouest, le tramway d'Alger, des universités, des hôpitaux, ...etc. les plans lancés par le gouvernement visent la réalisation d'une croissance à long terme pour une économie indépendante de la rente pétrolière et de la situation internationale.

Les politiques macroéconomiques appliquées par l'Algérie durant le PCCE, lui ont permis de constituer une position financière comparativement avec le niveau d'endettement faible. La position budgétaire restera déficitaire en raison de l'augmentation des dépenses totales de 34% contre un déficit de 2% en 2010. En raison de la hausse des hydrocarbures, le solde courant s'est amélioré en raison de la hausse des hydrocarbures, qui compense la hausse des importations. La croissance hors hydrocarbures atteint le niveau de 5% grâce à la performance des secteurs titré dans PCCE. Une nouvelle baisse de la production des hydrocarbures induit à la baisse du taux de croissance globale du PIB à environ de 2.5% ce qui explique que la totalité des recettes sont tirée de la production hydrocarbure. La détérioration de l'environnement économique international pourrait engendrer une chute du pétrole qui dégraderait fortement les équilibres budgétaires.

Malgré les progrès réalisés ces dernières années en matière de stabilité macro- financière, le défi pour l'Algérie demeure d'atteindre une plus grande diversification économique avec un secteur privé dynamique et générateur d'emploi, après la maturation du PCCE, ce secteur devra être en mesure de prendre le relai comme moteur de la croissance de l'activité hors hydrocarbure.

Chapitre III : présentation des programmes de relance économique

Introduction

Dans ce chapitre, il convient d'évaluer le régime économique de l'Algérie depuis la relance des programmes économiques qui a subi différentes mutations et de la politique budgétaire menés par le gouvernement. Ainsi, nous présenterons l'évolution économique des secteurs et les modifications qui lui ont été apportées.

1- L'évolution économique durant la relance 2000-2010 :

Depuis l'indépendance, le PIB a connu d'une manière générale des variations à la hausse, mais pas une variation importante. Malgré l'amélioration monétaire et financière qu'a connue l'Algérie, suite à l'augmentation des prix du pétrole, la sphère réelle reste toujours dans une situation défavorable, ce qui influe sur les conditions de vie de la population. Dans cette section, nous allons présenter l'évolution de la production (PIB) et la part des différents secteurs économiques dans la création de la valeur ajoutée.

Chapitre IV : Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

1-1 L'évolution des dépenses d'équipement (en%) 2000-2009 :

Tableau 14 : Les dépenses d'équipements

Années	Dépenses d'équipement (10 ⁶ de DA)	Part des dépenses d'équipement dans le PIB (en%)	Taux de croissance du PIB%
2000	318 932	7.81	5
2001	434 065	8.39	3,8
2002	502 306	9.96	3
2003	567 502	10.52	7,4
2004	618793	10.63	6,1
2005	872 537	11.53	5,5
2006	1 091 382	12.82	3
2007	1 552 179	16.50	4,5
2008	1 898 032	17.19	3,5
2009	1 944 551	15.68	2,2

Source : Elaboré par nous même, à partir des données de ministère des finances

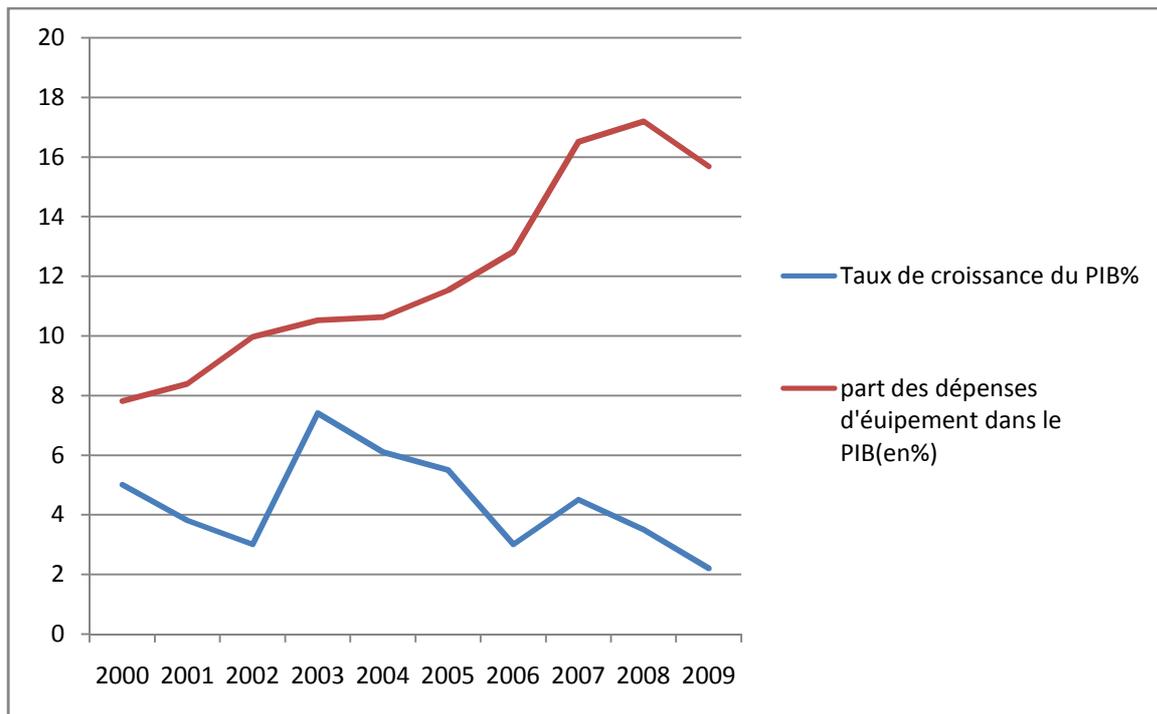
Durant la période 2000-2009, l'Algérie a réalisé une croissance du PIB entre 2% et 7% soit en moyenne annuelle de 3.7% la croissance moyenne du PIB hors hydrocarbure en terme réelle est de 6% selon le ministre des finances. C'est une croissance tirée par la dynamique des activités des secteurs des hydrocarbures.

La figure 01 nous montre le taux de croissance réalisé dans cette période. A partir de l'année 2000, on remarque une augmentation perpétuelle du taux de croissance jusqu'à l'année 2003 ou la croissance atteint le taux de 7% puis elle diminue jusqu'à 2% en 2006.

A partir de 2006, on remarque des fluctuations entre 2 et 3.3%. Ces taux restent faibles si on les compare avec les sommes d'argent dépensés pour améliorer la production hors hydrocarbures. La croissance réalisée par l'Algérie reste d'un chiffre, elle est très faible si on la compare avec celle réalisée dans des autres pays émergence comme la chine et l'inde qui réalisent une croissance de deux chiffre depuis des années. Nous, malgré toutes les réformes et dépenses, on n'a pas pu arriver à ce taux.

Chapitre IV : Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

Graph 07 : Les dépenses d'équipements et la croissance du PIB entre 2000-2009



Source : Elaboré par nous même, à partir des données du ministère des finances (DGB)

Le graphique montre l'interaction entre la part des dépenses d'équipement et la croissance du PIB réel en 2001-09.

L'Algérie est le pays de l'échantillon dont la part des dépenses d'équipement dans le PIB est la plus élevée, mais elle n'a pas généré une croissance plus forte, L'une des raisons pourrait en être que les politiques publiques (et les programmes de dépenses publiques) n'ont pas attiré suffisamment de capitaux privés pour favoriser la diversification de l'économie nécessaire pour accélérer la croissance.

1-2 la production par secteurs :

Les valeurs ajoutées sectorielles ont toujours augmenté depuis 2000, en particulier dans le secteur des services. L'industrie à elle aussi connu une évolution continuelle sauf en 2008 suite à la crise financière internationale, qui a influencé sur les recettes des exportations des hydrocarbures.

Chapitre IV : Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

Tableau 15 : la valeur ajoutée par secteurs (en % du PIB)

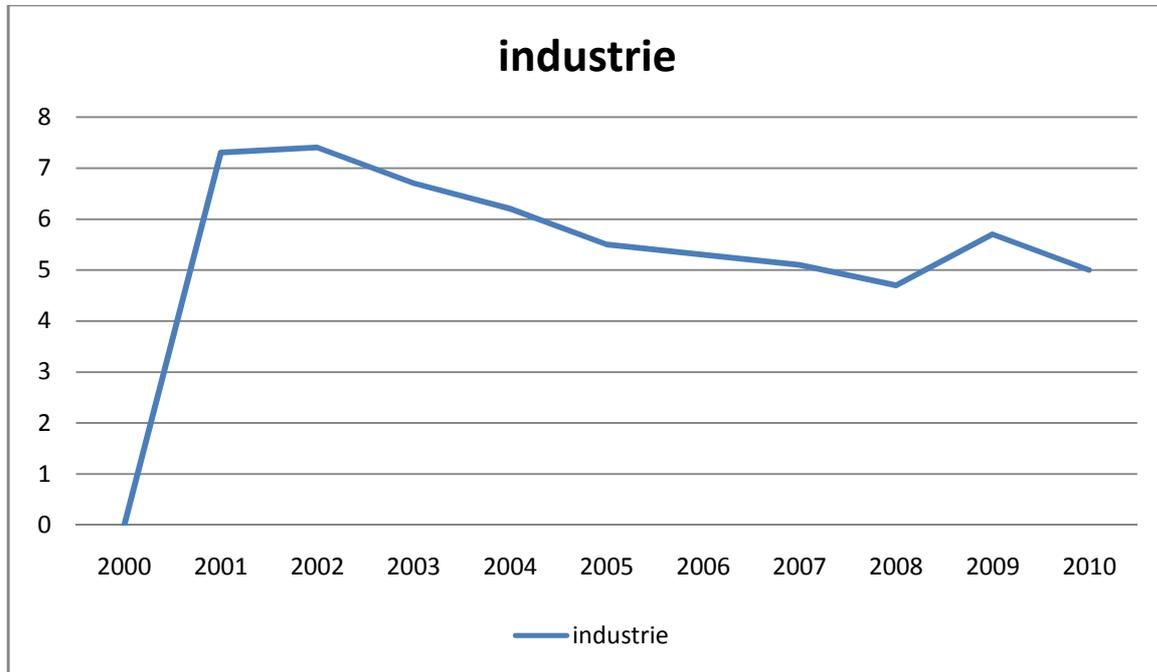
Année	Agriculture et hydraulique	industrie	Services productifs
2000	–	–	
2001	9,7	7,3	36,13
2002	9,2	7,4	36,90
2003	9,8	6,7	34,70
2004	9,4	6,2	33,45
2005	7,7	5,5	30,46
2006	7,5	5,3	29,71
2007	7,6	5,1	30,69
2008	6,6	4,7	30,96
2009	9,3	5,7	30,36
2010	8,4	5,0	30,36

Source : élaboré par nous même, a partir des données du ministère des finance

L'analyse de ces données nous montre que les services productifs viennent en première place dans la construction de la valeur ajoutée entre 2001 et 2010. Dans la deuxième position, vient le secteur de l'agriculture et hydraulique .l'industrie reste toujours le secteur le plus faible dans la création de la valeur ajouté malgré toutes les réformes pour redynamiser ce secteur.

1-2-1 L'industrie :

Graph 08 : le taux de participation de l'industrie dans le PIB



Source : Elaboré par nous même, à partir des données du ministère des finances

La valeur créée par l'industrie est de 30.36 milliards US\$ en 2000, elle atteint le niveau de 102 milliards US\$ en 2008 pour avoir en suite des fluctuations à la hausse et à la baisse. C'est les hydrocarbures qui ont permis d'augmenter la valeur ajoutée industrielle. La valeur ajoutée créée hors hydrocarbures reste toujours faible, elle est seulement de 3.4% en 2008. La part des hydrocarbures dans le PIB s'établit dans une fourchette de (33 ; 45)% durant la période 2000-2010. De ce fait, nous pouvons dire que l'Algérie en tant que producteur et exportateur du pétrole, ses recettes sont généralement tirées des recettes pétrolières.

1-2-2 l'agriculture et hydraulique :

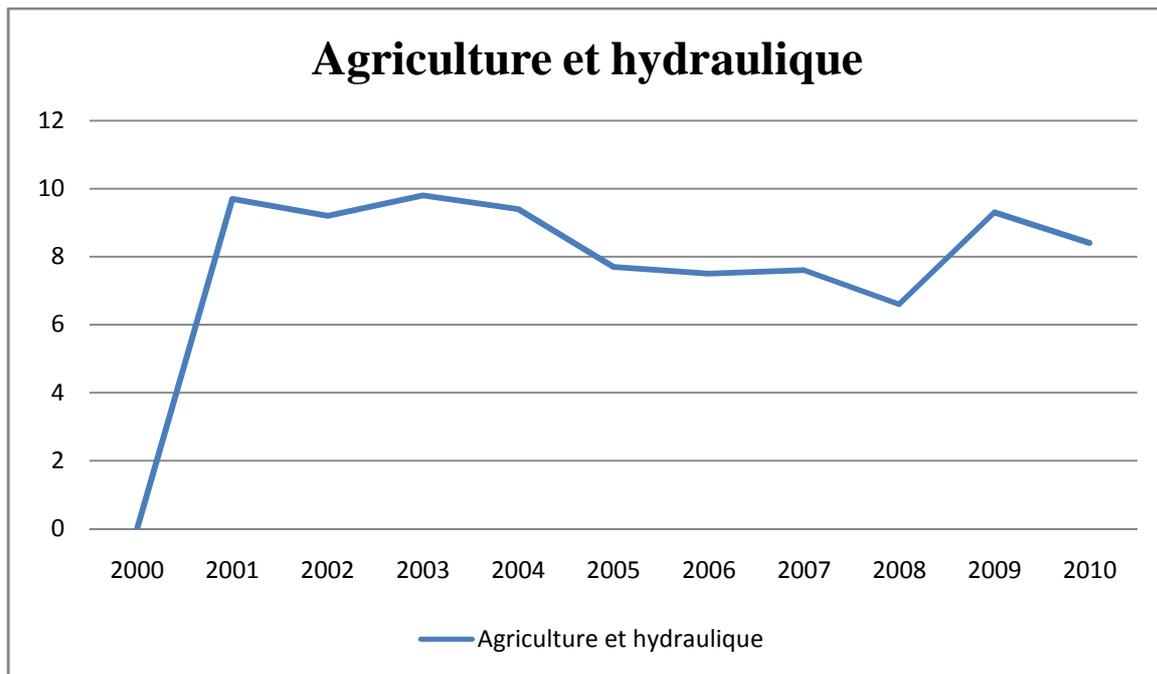
La valeur ajoutée créée par le secteur de l'agriculture est en augmentation depuis 2000 jusqu'à 2008. De 4.6 milliards US\$ à 11.15 milliards US\$ (courant). La crise de 2008 a influencé sur l'agriculture aussi ce qui explique la baisse de la valeur ajoutée en 2009 où elle atteint 9 milliards US\$ (7% de la valeur ajoutée totale). (figure03).

Durant la période 2001-2010, il y a la promulgation de plusieurs lois pour le développement de secteurs agricoles et pour réduire la dépendance de l'Algérie à l'étranger en produits

Chapitre IV : Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

Alimentaire, comme la loi de 2010 qui autorise les sociétés étrangères à louer des terres publiques pour la production agroalimentaire.

Graphe 09 : la valeur ajoutée créée par l'agriculture (milliards de \$)



Source : Elaboré par nous même, à partir des données du ministère des finances

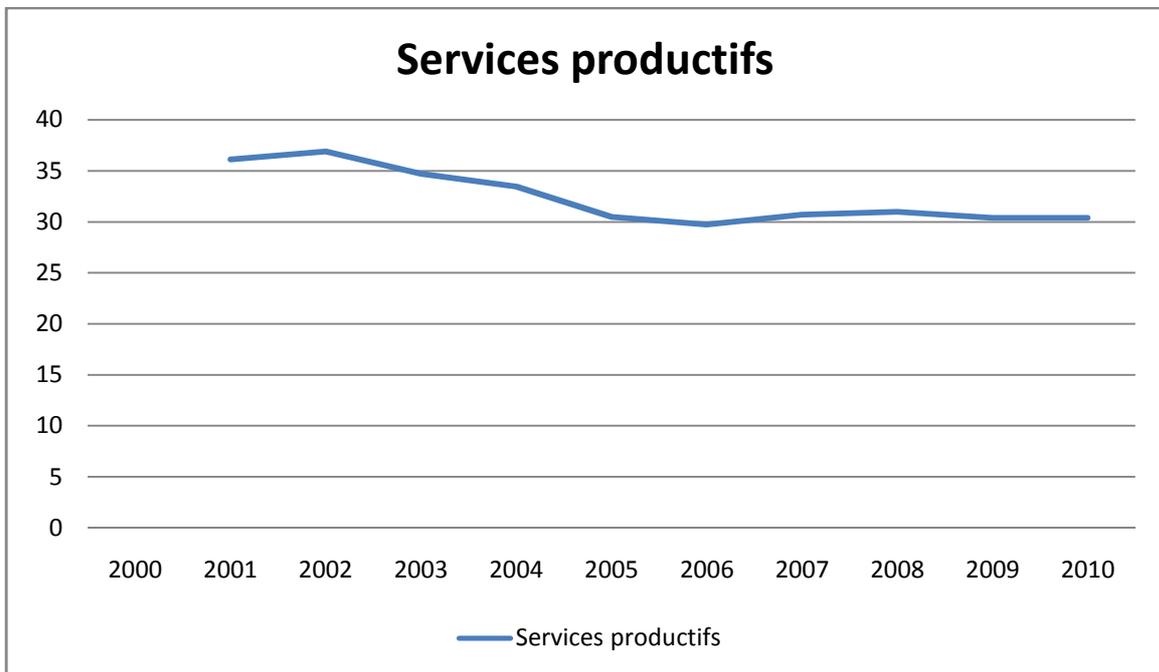
1-2-3 les services productifs :

Les services réalisent une croissance dans la valeur ajoutée créée entre 2000 et 2008, à l'exception de l'année 2006 où cette valeur réalise une baisse. Les services des administrations représentent la part la plus importante dans la création de la valeur ajoutée.

En 2009, la valeur ajoutée créée par les administrations représente 7,1% de la valeur ajoutée totale¹

¹ Selon les données de l'ONS

Grphe 10 : la valeur ajoutée créée par les services



Source : réalisée par nous même, à partir des données du ministère des finances

2- Les dépenses d'équipements 2000-2010

A partir de 2001, et sous l'effet de la manne pétrolière, le gouvernement algérien accompagne le processus d'ouverture économique avec de vastes programmes d'investissements publics qui ont pour but d'instaurer une dynamisation de l'économie nationale susceptible ainsi de relancer un processus de développement. Les dépenses d'équipement inscrites à l'indicatif de l'Etat durant la période 2000-2010.

Chapitre IV : Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

Tableau 16 : évolution des dépenses d'équipement entre 2000-2010

Années	Montant prévu	Montant réalisé	Taux de réalisation en %
2000	240 512	318 932	133
2001	488 462	434 065	89
2002	552 262	502 306	91
2003	687 812	567 502	82
2004	572 657	619793	108
2005	534 994	872 537	163
2006	2 376 868	1 091 382	46
2007	1 477 667	1 552 179	105
2008	1 932 040	1 898 032	98
2009	2 788 434	1 944 551	70
2010	3 331 952	1 921 429	57

Source : Elaborée par nous même, à partir des données du ministère des finances

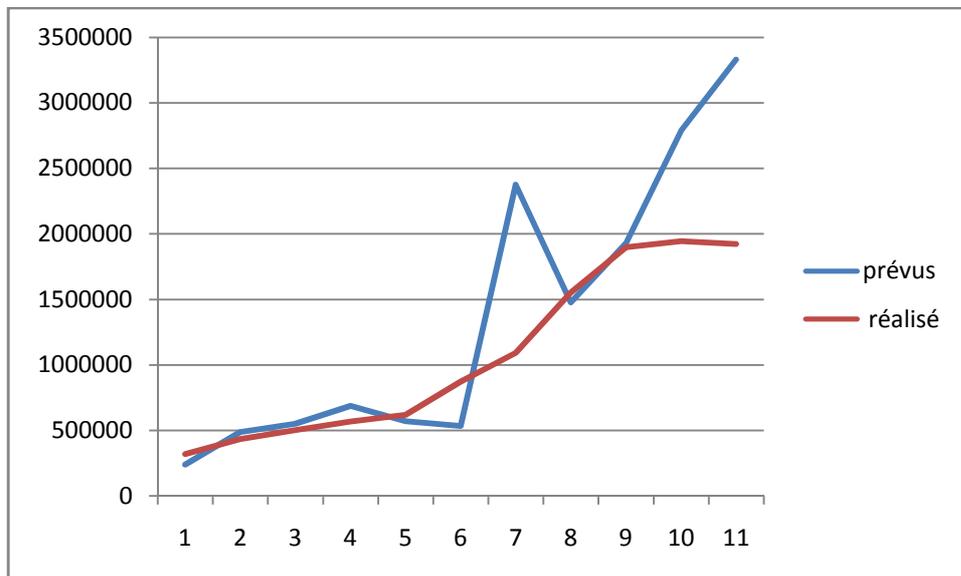
Pour l'année 2000, 2004, 2005, 2007, les objectifs atteignent respectivement les 133%, 108%, 163%, 105% c'est-à-dire les montants réalisés ont dépassé les montants prévus de 33%, 8%, 63%, 5%. Par contre pour les années 2001, 2002, 2003, 2009 les objectifs atteignent respectivement les 89%, 91%, 82%, 70% c'est-à-dire que les montants prévus dépassent les montants réalisés de 11%, 9%, 18%, 30%. L'année 2006 et 2010 les taux de réalisation sont de 46% et 57% c'est-à-dire que le montant prévu dépasse le montant réalisé de 54%, 43%.

Lorsque le montant réalisé est supérieur au montant prévu cela veut dire que les projets durant cette période ont consommé plus que le budget prévu suite au coût important des projets ainsi que les difficultés de l'environnement c'est-à-dire que l'étude sur les grands projets n'a pas été traitée d'avance.

Lorsque le montant prévu dépasse le montant réalisé cela veut dire que le projet n'a pas besoin d'un tel budget pour sa réalisation et cela revient au manque de contrôle.

Chapitre IV : Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

Graph 11 : le montant prévus et réalisé en 10⁶



Source : élaboré par nous même a partir des donnée du ministère des finances

Sur l'ensemble de la période 2000-2010, nous constatons la majorité des objectifs ne sont pas réalisés ceci est du à plusieurs lacunes.

Comme l'a montré l'analyse du PSRE, le système algérien des investissements publics comporte plusieurs lacunes. Premièrement, les coûts des projets sont importants.

Deuxièmement, la préparation technique du personnel d'exécution et la qualité des projets sont généralement faibles et inégales, les projets contribuant ainsi faiblement à l'atteinte des objectifs stratégiques sectoriels. Troisièmement, de nombreuses faiblesses trouvent leur origine dans l'urgence qui accompagne la préparation de projet à cette échelle - non des moindres, la myriade de demandes spécifiques auxquelles les projets sont supposés répondre et le chevauchement des responsabilités entre les diverses autorités et parties prenantes (25 commissions ministérielles et 48 commissions de wilaya dans le cas du PSRE). Dans ce rapport, il est clairement explicité que les enjeux institutionnels et de gouvernance contribuent aussi largement à limiter la réussite en particulier dans les domaines de la santé et l'eau et surtout dans l'éducation et le transport, pour ce rapport. Cela renvoie à la faiblesse des réformes institutionnelles et micro-économiques, bien que les réformes macro-économiques sont relativement satisfaisantes mais éphémères, l'Algérie possédant l'une des économies les moins diversifiées parmi les pays à revenus intermédiaires et les pays producteurs de pétrole. Le programme de réformes est à la traîne dans les domaines tels que l'accèsion à l'OMC, la

Chapitre IV : Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

Privatisation des entreprises publiques, la modernisation du secteur financier et dans des domaines de la gouvernance tels que la réforme de l'administration fiscale et de l'appareil judiciaire. Alors que l'ambitieux PCSC progresse, le pays est confronté à un défi fondamental : le créneau d'opportunités sera-t-il exploité à l'appui d'une croissance à long terme de l'économie et de l'emploi et d'un développement social permanent, - ou sera-t-il perdu pour des raisons d'inefficacité, de gaspillage, et de corruption s'interroge la banque mondiale ? Précisément dans le domaine des transports, les objectifs sont de moderniser et développer les services et systèmes de transport et d'améliorer l'intégration des modes de transport. Les objectifs de développement du projet sont de : (a) établir un cadre politique et institutionnel qui facilitera la participation privée dans l'infrastructure (PPI) ; (b) démontrer la viabilité de l'intégration des concessions dans les transports à l'aide du lancement réussi du dispositif BOT (Build-Operate-Transfer) ; (c) renforcer la capacité du Gouvernement algérien à gérer et réguler le secteur des transports et (d) réhabiliter les chemins de fer pour qu'ils contribuent mieux au coût efficacité du transport des personnes et du fret au niveau national, maghrébin et même africain supposant une volonté commune d'intégration. Ces analyses développées en 2007 relancent le débat sur la maîtrise et les impacts des projets d'infrastructures.

Comment ne pas rappeler le cas du métro d'Alger, il devait être fin prêt en septembre 2008, avec des dizaines d'années de retard avec des surcoûts faramineux. Et dans ce cas quel sera le tarif fonction du pouvoir d'achat des citoyens en dégradation. Et le fameux projet de l'axe Est-Ouest encore faudrait-il mesurer le coût qui est passé de 5, à 7, puis à 10 milliards de dollars US et actuellement estimé entre 15/20 milliards de dollars US. Occasionnant des tensions à l'amont pour l'approvisionnement qui a été sous estimé. Quel sera le tarif du péage et surtout son impact économique et social d'une façon précise et daté le coût de l'entretien et surtout a-t-on favorisé le transfert du savoir faire ? Et que penser de cette déclaration de hauts responsables algériens à la fois d'un autre axe routier Est Ouest mais cette fois desservant les hauts plateaux et un TGV entre l'Est et l'Ouest concurrençant cet axe routier se chiffrant à des dizaines de milliards de dollars alors que les impacts ne sont pas encore évaluées oubliant que les infrastructures ne sont qu'un moyen de développement ? A t-on analysé les opportunités en termes d'avantages comparatifs si les ressources financières de l'Algérie, d'ailleurs limitées, étaient affectées à d'autres secteurs plus prioritaires (dont l'éducation, la santé, la promotion d'entreprises), inducteur de croissance durable à moyen et long terme ?

Malheureusement ces surcoûts sont généralisables à l'ensemble des secteurs, bien loin des normes et des standards internationaux pour des projets comparables.

3- l'interaction de l'emploi et le chômage

L'état dans le cadre des plans de la période 2001-2014, concentre tous ces efforts pour réduire le taux de chômage en créant des postes d'emploi surtout pour les jeunes diplômés.

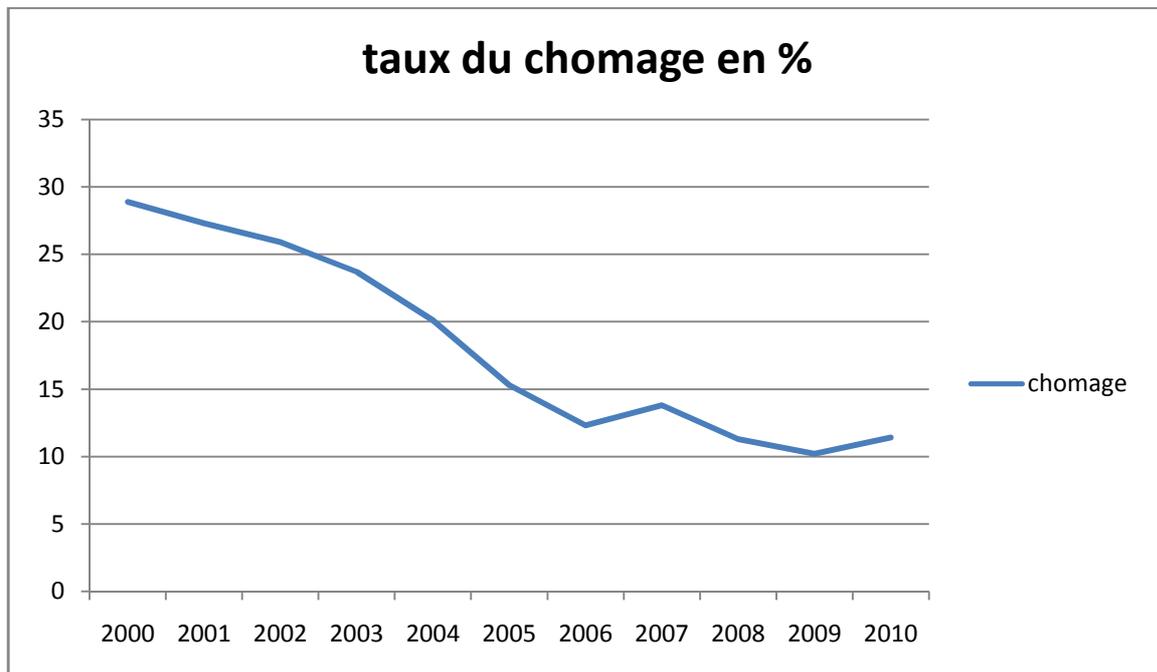
Pour la création de l'emploi, le gouvernement vise plusieurs stratégies comme la création d'agence nationale d'emploi (ANEM), agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSJ). dans cette section, nous allons essayer d'analyser l'emploi en Algérie entre 2000 et 2010.

3-1 le chômage

Le taux de chômage a suivi une tendance décroissante depuis 2000, jusqu'à nos jours, il est passé de 28.89%² en 2000 à 9.7 en 2011 grâce à toutes les politiques adoptées par le gouvernement, à l'exception de l'année 2007 où il a enregistré une légère augmentation en passant de 120.3% en 2006 à 13.8% en 2007. Le taux de 10% reste un taux élevé en comparaison avec d'autres pays émergents. Malgré la nette amélioration de la situation générale de l'emploi au cours des dernières années, le chômage n'a pas diminué avec le même rythme chez toutes les catégories. Plus précisément la tranche d'âge inférieure à 25 ans, affiche un taux de chômage élevé soit 21% et chez les universitaires le taux a enregistré une baisse significative qui a passé de 21.4% en 2010 à 16.1 en 2011. Les femmes sont les plus touchées par le chômage. la tendance du chômage chez les hommes a réalisé une baisse plus importante que chez les femmes, elle baisse de 10% et de 7% respectivement

² Document du ministère des finances DGB 2010

Graphe 12 : l'évolution du taux de chômage entre 2000-2010



Source : Elaboré par nous même a partir des données du ministère des finance

3-2 l'emploi

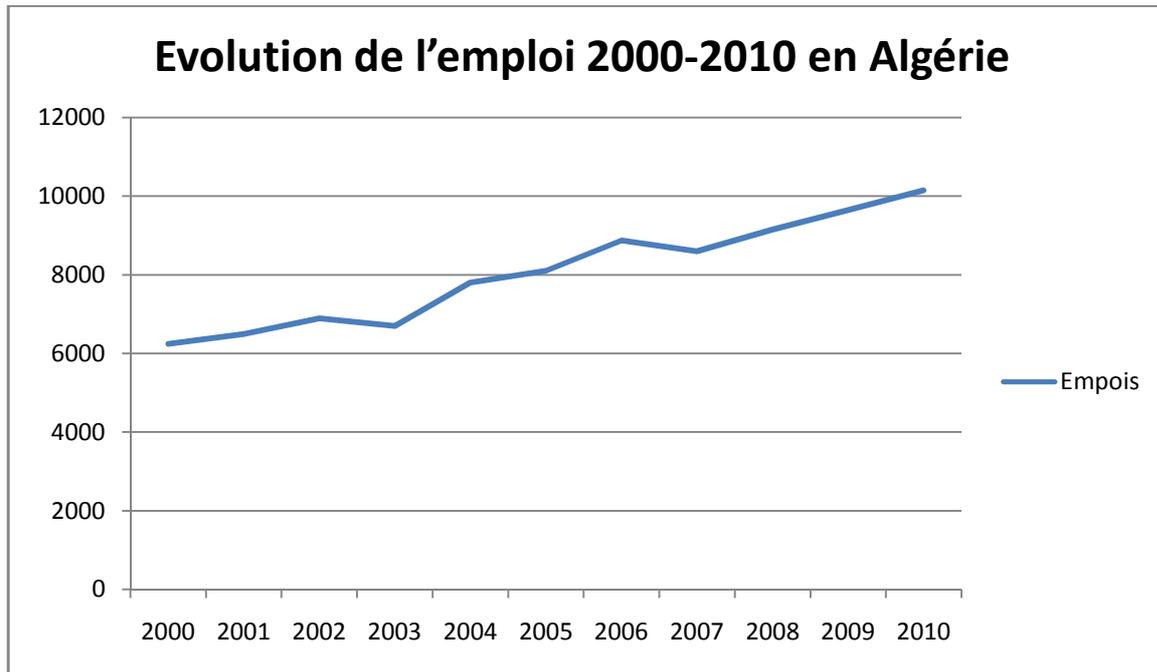
Durant la période 2000-2010, selon les données de l'office nationale des statistiques, nous remarquons qu'il ya une augmentation dans l'offre d'emploi³ qui est expliquée par le nombre d'entreprises crée dans le cadre des encouragements données l'Etat à la création des entreprises (PME, PMI). Mais le problème qui se pose, c'est que la majorité de ces entreprises créées ont disparu après une courte période, à cause des difficultés retrouvées comme l'accès aux crédits. Durant la même période, il ya a la réalisation d'un nombre important des poste de travail, il est passé de 22215 en 2000 à 170858 en 2009. Le secteur des services et commerce est le secteur qui occupe une part importante de la population occupée (54et 56%), en suite en trouve l'agriculture avec un taux d'occupation entre 11 et 21% de la population occupé.

En 2010 par exemple, la population active est estimée à 10812000 personnes et la population active occupée est de 9735000 personnes, soit un taux de croisement de 27%.

Les femmes constituent 15% de la population occupée totale. Dans la même année le secteur privé et mixte occupent 6390000 personnes.

³ Rapport du ministère des finances, DGB

Graphe 13: l'évolution de l'emploi 2000-2010



Source : Elaboré par nous même, à partir des données du ministère des finances

Sur l'ensemble de la période 2000-2010, nous constatons que le niveau d'emploi évolue et cela revient à l'évolution de la croissance économique induite par les projets relancés durant cette période.

La création d'emploi continue d'être encouragée par le gouvernement qui projette de réduire le taux de chômage dans le pays sous la barre des 10%, eu égard aux 350 milliards de dinars qui lui ont été réservés dans le programme quinquennal 2010-2014.

En effet, ce programme a prévu une enveloppe financière de 150 milliards de dinars pour accompagner l'insertion professionnelle des diplômés universitaires et la formation professionnelle, 80 MDS de dinars en soutien à la création de micro-entreprise et de micro-activités et 130 MDS de dinars pour les dispositifs d'emploi d'attente.

En outre, les résultats des encouragements publics à l'emploi viendront s'ajouter au volume massif des recrutements qui découleront de la réalisation du programme quinquennal et des effets de la croissance économique.

Avec cette consistante dotation, estiment les experts, il devient désormais possible de concrétiser l'objectif de création de trois millions d'emplois durant les cinq années à venir, prévus dans le programme présidentiel.

Mars 2009 de nouvelles mesures destinées à encourager la participation des jeunes investisseurs au développement local.

Chapitre IV : Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

La réservation d'un espace aux activités et aux entreprises développées par les jeunes entrepreneurs au niveau de chaque zone industrielle qui sera créée, est également prévue. Cette affectation, qui sera inscrite dans le cahier des charges régissant la gestion des zones industrielle, aboutira à créer des synergies entre les activités lancé par les jeunes d'une part, et les PME et grandes entreprises, d'autre part.

Les pouvoirs publics ont été instruits pour créer, par ailleurs, au niveau de chaque centre universitaire et de formation professionnelle, une cellule de conseils dotée de cadres financiers qualifiés, pour accompagner les étudiants s et stagiaires de la formation professionnelle désireux de créer leurs propres activités à l'issue de leurs études.

Ces cellules constitueront, sur ressources publiques, quelques petites unités de production de bien et de services en vue de les mettre à la disposition des diplômés les plus méritants selon la formule de la location –ventent.

En vue de réduire le phénomène du chômage qui touche surtout les jeunes, on maintient le renforcement du dispositif des contrats pré-emploi (CPE), destiné au placement des diplômés universitaire et des techniciens supérieurs et qui a permis l'emploi de plus de 300000 bénéficiaires, durant ces dernières années , leurs offrant ainsi l'acquisition d'une expérience professionnelle.

Il est aussi attendu la dynamisation du nouveau dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP), mis en place au profit des diplômés de l'enseignement superieur et de la formation professionnelle, des jeunes issus du cycle secondaire de l'éducation nationale ainsi qu'aux jeunes sans qualification ni formation, dont la durée de recrutement ou de formation peut, selon le cas, s'étaler jusqu'à deux ans.

Lancé en juin 2008, ce nouveau dispositif qui avait permis, six mois après sa création, le placement de plus de 160000 jeunes sans emplois devrait atteindre l'objectif de 400000 placements par année.

Durant la dernière décennie de réduire considérablement le taux national de chômage chutant aujourd'hui à 11%.

Selon le ministère du travail, de la sécurité sociale et de l'emploi, durant les dix dernières années, entre 500000 et 550000 empois ont été créés annuellement contre 40000 par an dans les années 1990.

Plus de 76000 emplois et 30000 micro-entreprises ont été créés pour la seule année de 2009.

L'objectif arrête par le secteur était de créées 30000 entreprises par le biais de l'agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ) et 10000 autres à travers le fond national de l'assurance chômage.

Chapitre IV : Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

Le dispositif d'aide à l'insertion professionnelle a permis d'installer près de 300000 jeunes dans des entreprises économiques et certains dans la fonction publique, quant à la concrétisation de ces prévisions, en s'appuyant sur le programme de création de 3 millions d'emplois dans le cadre de ce plans quinquennal, dont 1.500.000 au titre des programmes publics de soutien à l'emploi.

A propos de la création d'emplois dans le cadre des dispositifs de l'ANSEJ et de la CNAC, le ministre a indiqué que les prévisions pour la période 2010-2014 tablent sur une moyenne de création de 100.000 emplois par an soit le double de qui a été réalisé annuellement durant le dernier quinquennat.

Conclusion

La politique économique et financière engagées par l'Algérie durant la dernière décennie, les programmes d'investissement public 2001-2014 ayant pour objectifs d'améliorer la situation économique du pays.

Ces programmes ont permis une progression dans presque tous les secteurs, l'industrie, l'agriculture et les services. Cette amélioration s'explique par le taux de croissance en moyenne du PIB hors hydrocarbure de 6% c'est le fait de la dynamique des services et l'agriculture.

En ce qui concerne le chômage le programme a permis une réduction très importante de chômage elle est passé de 30% en 2000 à 10% en 2011. d'une manière générale ces programmes ont atteint les objectifs recherché entre autre au plan de réduction de niveau du chômage, ou le nombre d'emplois salariés à doublé entre 2000 et 2011.

Enfin, nous constatons malgré l'amélioration financière qu'a connu l'Algérie grâce aux hydrocarbures, dont elle est utilisée pour relancer l'économie par les investissements publics, l'économie nationale n'a pas arrivée à la diversification de ces exportation elle reste toujours dépendante des recettes des hydrocarbures.

Conclusion générale

L'économie algérienne a connue les deux dernières décennies des mutations importantes. En intervenant pour relancer l'activité économique du pays l'Etat algérien adopte le principe keynésien. En 2000, l'Algérie a lancé des grands programmes d'investissement public pour la période 2001-2010 qui sont jugés les plus importants dans toute l'histoire de l'économie algérienne en terme de budget consacrés.

L'objectif de ce mémoire est d'essayer d'évaluer les effets des programmes d'investissement de la période 2001-2014 sur la croissance économique en Algérie. Après avoir présenté les théories de la politique de la croissance économique et les dépenses publiques, nous nous sommes attachés à exposer le rôle des dépenses d'équipement en Algérie.

L'économie algérienne est dépendante de la manne pétrolière qui représente près de 98% des exportations, entre 50 et 70% des revenus fiscaux et presque la moitié du PIB. Ainsi, l'économie algérienne est loin d'être diversifiée. En dehors du secteur des hydrocarbures, le système productif est presque inexistant. De ce fait, le pays compte lourdement sur les importations pour satisfaire ces besoins.

Durant la période 2000 -2012, le gouvernement a suivi une politique expansionniste, afin de réunir toutes les conditions à la mise en place d'un processus d'investissement de création de la richesse et d'emploi.

L'objectif recherché est celui de réduire la dépendance du pays à l'extérieur surtout dans le secteur agroalimentaire (céréales et pomme de terre), à titre d'exemple. Le gouvernement a lancé en 2010 une loi autorisant les sociétés privées à louer des terres publiques pour la production agroalimentaire.

Durant cette période, l'Algérie a connu une amélioration au niveau de sa situation financière, les réserves de changes sont accumulées, passant de 56 milliards \$ en 2005 à 188 milliards en 2011, l'équivalent de 3 ans d'importation. Le niveau de la dette de 4 milliards \$ en 2011, faisant de l'Algérie un des 20 pays les moins endettés de la région MENA selon FMI.

La dette de l'Algérie représente seulement 2% du PIB en 2011, et selon les estimations ce taux devra baisser à 1.7% en 2012.

L'économie réelle n'a pas vraiment connus des améliorations et la croissance du PIB reste faible en dehors du secteur des hydrocarbures. En revanche, l'Algérie a enregistré des progrès tangibles au plan de la réduction de la pauvreté et modernisation des infrastructures économique et sociale. Les taux du chômage ont baissé d'une manière remarquable durant la période de l'application des programmes d'investissement public de la période 2001-2012. Le solde budgétaire durant la période 2000-2008 est toujours excédentaire, mais depuis 2009 il enregistre les déficits du fait de la baisse des recettes des hydrocarbures suite à la crise financière internationale et le niveau élevé des dépenses publiques.

Malgré tous les efforts pour diversifier les exportations, la participation des hydrocarbures dans le PIB reste élevée, le secteur représente entre 97 et 98% des exportations. L'Algérie importe tous les biens, son défi aujourd'hui, consiste à développer le secteur de l'agriculture pour réduire sa dépendance à l'extérieur en matière de produit agroalimentaire. Dans le cadre des plans d'investissement public de la période 2001-2014, nous remarquons qu'il y a une absence d'une stratégie d'orientations des investissements selon les priorités des citoyens. Ce qui conduit à l'affectation des ressources vers des projets improductifs caractérisés par le long retard d'exécution, une mauvaise programmation, ils sont très coûteux et de grave conséquence en termes de ressources gaspillées. La part du chômage reste élevée à cause de la part importante destinée aux investisseurs étrangers dans la réalisation des projets nationaux, la solution dans ce cas consiste à la formation d'une main d'œuvre qualifiée.

Pour l'avenir, un des enjeux consistera à placer le secteur hors hydrocarbure dans le chemin d'une croissance plus forte pour améliorer la performance.

Bibliographie :

❖ Ouvrage :

- Agnès-Benassy-Quéré-Benoit Coeuré-Pierre Taquet-Jean Pisani-Ferry; « politique économique». (2eme édition), groupe de boocks, France, 2009.
- Alain Nurbel-Jean-François Hoarau-Ibrahim Ahamada « Economie politique », Edition Publibook, Paris, 2006.
- Angres Benassy- Querie-Benoit-Couere-Jacqyet-Jean Pesani-Ferry, « Politique économique » Edition De Boeck universite, 1^{ère} édition 2004.
- Bernard Bernier-Yves Simon « Initiation à la macroéconomie »9^{ème} Edition, Dunod, Paris, 2007.
- Bourbonnais Régis et Terraza Michel.Analyse des séries temporelles : Application à l'économie et à la gestion. Paris ; Dunod, 2002.
- Claude SOBRY et Jean-Claude VEREZ «Eléments de macroéconomie »,Edition Marketing S.A ,Paris ;1996.
- D.BOURAS, « Défendre et promouvoir les intérêts économiques fondamentaux de L'Algérie, ou comment faire de la défense économique un instrument au service du développement », CNES, 2008.
- Daniel Labaronne ; « Macroéconomique 3. Croissance cycles et fluctuations » édition du seuil Paris, Avril 1999.
- Eric Bosserelle « Les nouvelles approches de la croissance et du cycle », Edition Dunod ; Paris, 1999.
- Eric Devaux ; « Finances publiques » ; Edition Bréal ,2002.
- François Adam, Olivier Ferrand, Remy Roux. « Finances publiques », DALLOZ ; 2003.
- François Chauvel; « l'essentiel des finances publiques ». (2eme édition), Galino éditeur Paris, 2000.
- Gilbert Abraham-Frois, 9^{ème} édition Dalloz, 2002
- GregoryN.Mankiw « Macroéconomie »,3^{ème}édition Nouveaux Horizons ; Paris, 2003.
- Jean-Dominique Lafay et Jacques Lecaillon « L'économie mixte,1ere édition Dépôt Légal, Paris1992.

- Jean-François Hoarau-Ibrahim Ahamada « Economie politique », Edition Publibook, 2004.
- Jean Louis Rivaud-Michel Bilales-Remi Lenrion. « L'essentiel sur l'économie », 4eme édition, Foucher, Paris, 2006.
- Jean-Yves Capul ; « l'économie et les sciences sociales », Hatier ; Paris, 2004.
- Kirschen et Morrison « la politique économique», édition: Economica, Paris ,1966.
- Marc, Noushi, « la croissance économique et l'histoire économique contemporaine » Edition Copyright, 1990.
- Pascal Petit ; « croissance et richesse des nations », la Découverte, 2005.
- Philippe Darreau ; « croissance et politique économique », édition Dunod, Paris, 2002.
- Temmar H; « stratégie de développement indépendant », OPU Alger, Algérie, 1983.
- YAICI Farid ; « Précis de finance internationale », Edition ENAG.2010.
- Yves SIMON et Delphine LAUTIER. Finance internationale. Paris :Dunod ,2008.

❖ Thèses:

- Ahmed Zekane: « dépense publiques productives, croissance à long terme et politique économique ». Thèse de doctorat. Faculté d'Alger. Faculté des sciences de gestion et des sciences d'économie. Année universitaire 2002/2003.

❖ Dictionnaires :

- Alain Beiton, Cristine Dollo, Antoine Cazorla, Anne-Marie Draï, « dictionnaire des sciences économiques » Ed ARMAND COLIN, Paris 2004.
- Dictionnaire de définition de l'INSEE ; (<http://www.insee.fr/fr/nomnom-déf/net/definition/html/accail.htm>)
- Dictionnaire d'économie contemporaine et des principaux faits politiques et sociaux.
- Mokhtar Lekhal « Dictionnaire d'économie contemporaine » ; Paris ; 2000.

❖ Reuves :

- Revue économique ; vol 58 ; N°3, mai 2007 ; P649-660.
- Les cahiers de CREAD, n° 87 ,2009 ; pp.1-20.

❖ Sites Web :

- La banque d'Algérie : voire le site (www.bank-of-algeria.dz)
- <http://www.vcharite.univ-mns.fr/pp/yildi/croissance/croissanceweb/nobel1.html>).
- Voir le site «www.institu-l'entreprise.fr».

❖ Les rapports :

- Ministère des finances : « Rapport de présentation : projet de la loi de finance pour 2010 ».
- Missions économiques ; fiche de synthèse, « la politique de change en Algérie »
- Ministère des finances : « Journal officiel n° 84-17 ».
- Rapport du ministère des finances (2001-2004).
- Rapport du ministère des finances (2005-2009).
- Rapport de la Banque d'Algérie 2005, Chapitre IV : Finances publiques.
- Rapport de la présidence de la république, communiqué du conseil des ministres
- Rapport de la république algérienne démocratique et populaire sur le PCCS, mai 2010

❖ Articles :

- Ministère des finances : « Note méthodologique pour la conception de programmes et l'utilisation de la gestion axée sur les résultats ».PROJET MBS, Expérimentation septembre 2006.

Liste des graphes

Graphe 01 : répartition sectoriel PSRE.....	35
Graphe 02 : répartition sectoriel du PCSC.....	37
Graphe 03 : répartition sectoriel du PCCE.....	40
Graphe 04 : variation des recettes et des dépenses publique (2000-2004).....	56
Graphe 05 : variation des recettes et des dépenses publiques (2005-2008).....	58
Graphe 06 : Les dépenses d'équipements et la croissance du PIB entre 2000-2009...	62
Graphe 07 : le taux de participation de l'industrie dans le PIB	64
Graphe 08 : la valeur ajoutée créée par l'agriculture (milliards de \$).....	65
Graphe 09 : la valeur ajoutée créée par les services	66
Graphe 10 : le montant prévus et réalisé en 10 ⁶	68
Graphe 11 : l'évolution du taux de chômage entre 2000-2010	71
Graphe 12: l'évolution de l'emploi 2000-2010	72

Résumé

La théorie de la croissance élaborée dans les années d'après la guerre n'a pas établi beaucoup de propositions concernant la politique économique, elle n'a pas pu établir clairement le rôle des comportements d'accumulation dans la détermination de la croissance. Celle-ci reste exogène à l'état régulier. Les théories de la croissance sont relativement récentes dans l'histoire de la pensée économique, elles ont mis en avant le rôle primordial du progrès technique dans la croissance, en stipulant que sur le long terme seul le progrès technique est capable de rendre plus productive l'économie. Ces théories trouvent leur origine dans les critiques de la théorie de Slow, la critique essentielle concerne le progrès technique, qui n'est pas un facteur exogène mais endogène, car il est le fruit des investissements des agents. Et puisque les facteurs de croissance sont endogènes, l'Etat joue un rôle dans le processus de croissance en incitant les agents à investir davantage dans le progrès technique. Cette théorie réhabilite le rôle structurel de l'Etat par le biais de ses dépenses publiques. Celles-ci sont traditionnellement considérées comme un facteur de stimulation de la croissance économique. En effet, conformément à la logique keynésienne les dépenses publiques peuvent exercer une influence contra-cyclique significative sur les variables fondamentales des économies, notamment sur la consommation, et les investissements. Concernant l'Algérie, les pouvoirs publics, pour redynamiser la croissance, ont mis en œuvre sur la période 2000-2014 une chaîne de programmes de relance économique. Le premier est le Programme de Soutien à la Relance Economique entre 2001-2004 visant la mise à niveau des infrastructures de base ainsi que le soutien de l'agriculture et du développement rural, suivi du programme complémentaire de soutien à la relance de la croissance économique 2005-2009 auquel s'ajoute deux programmes spéciaux, celui de soutien au développement des wilayas du sud et l'autre pour les développement des régions des hauts plateaux. Malgré les efforts et les budgets consacrés au développement de la situation économique et sociale du pays durant les deux programmes précédents, il existe plusieurs lacunes. L'augmentation du prix du baril a permis à l'Algérie de mettre en œuvre un troisième programme quinquennal pour la période 2010-2014, comprenant une politique d'investissements publics ambitieuse destinée à soutenir la croissance, à créer des emplois, et à améliorer l'offre d'infrastructures et de services publics. Notre travail consiste à évaluer le régime économique de l'Algérie depuis la relance des programmes économiques 2001-2014, et leur impact sur la croissance de l'économie algérienne.

Chapitre 1 :
Théorie et politique de la
croissance économique

Chapitre 2

Dépenses publics et croissance économique

Chapitre 3

Présentation des programmes de relance économique

Chapitre 4

Analyse empirique de l'effet des programmes sur la croissance économique en Algérie

Introduction générale

Conclusion générale

Bibliographie

Table des illustrations

Annexes